

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Trump en guerre contre les travailleurs

REA



- **Trump et Poutine prêts à se partager l'Ukraine**
- **Offensive réactionnaire en Corée du Sud**
- **Impénétrable Chine**
- **Engels et La Guerre des paysans**

Au sommaire de ce numéro

Les États-Unis de Trump en guerre contre les travailleurs	1
Ukraine : les fauves prêts à se partager leur proie	10
Corée du Sud : l'offensive de la droite et de l'extrême droite	14
Les voies de la Chine sont impénétrables (1)	19
Friedrich Engels et <i>La Guerre des paysans en Allemagne</i>	27

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Pli ouvert

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Pli fermé

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement pla-

nifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 —
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Les États-Unis de Trump en guerre contre les travailleurs

Trump a donc fait son retour à la tête de l'État américain, flanqué cette fois d'Elon Musk. Ce duo sinistre de milliardaires réactionnaires, à propos duquel on se demande qui est le bras droit de l'autre, pose en maître du monde et provoque l'inquiétude légitime aux États-Unis et ailleurs. Adorateur de l'argent, raciste, misogyne, menteur, Trump est le visage abject d'un capitalisme sénile et décadent. La bourgeoisie a des dirigeants à son image.

Trump assomme le monde de ses prétentions. Après avoir menacé d'annexer le Canada, le Groenland et le canal de Panama, il prétend prendre le contrôle de la bande de Gaza. Fidèle à son esprit cupide de promoteur immobilier, il entend en faire un paradis pour riches touristes à l'image de la Côte d'Azur, quitte à en expulser deux millions de Palestiniens, ce qui sonne doux aux oreilles des dirigeants israéliens.

À travers Trump, c'est la véritable nature du capitalisme qui s'exprime, sans fard. Le voile hypocrite du droit international, que les États impérialistes prétendaient faire respecter et qui justifie habituellement leurs sales guerres, tombe. Trump ne s'en embarrasse pas et parle le seul langage qui compte dans cette jungle : celui de la force. Et il faut toute l'hypocrisie des seconds couteaux de l'impérialisme ou du Parti démocrate pour s'en indigner. Car avec un langage habituellement plus policé, ils poursuivent les mêmes buts. Si Trump peut cyniquement envisager de transformer Gaza en station balnéaire, c'est parce que son prédécesseur Biden a livré à l'État israélien les bombes qui ont transformé ce territoire en un champ de gravats.

LA DICTATURE DE LA BOURGEOISIE

La réélection de Trump s'inscrit dans une lame de fond réactionnaire marquée par une campagne très à droite dans laquelle les Républicains ont imposé leurs thèmes, tout comme celle de 2016, qui déjà s'était faite sur le dos des migrants. Cette propagande nauséabonde alimentée par des flots de propos racistes quotidiens visant

les migrants s'intensifie. Elle aggrave les divisions au sein de la classe ouvrière en confortant les préjugés d'une partie d'entre elle, ce qui contribue à lui faire perdre de vue ses véritables ennemis : les grands capitalistes.

Derrière l'apparente rupture que constitue le retour aux affaires de Trump, sa présidence témoigne de la continuité de la dictature de la grande bourgeoisie, qui prospère dans un pays où la situation de la classe ouvrière s'aggrave et ce, quels



Musk et Trump à la Maison-Blanche en février 2025. Les capitalistes sont directement au pouvoir.

que soient les soubresauts qui secouent les institutions de l'appareil d'État américain. En cela, le système bipartisan remplit encore sa fonction essentielle : démocrate ou républicain, les deux partis de la bourgeoisie américaine alternent aux affaires, entraînant l'illusion du changement et camouflent l'essentiel, la domination de la classe capitaliste.

Pour autant, le second mandat de Trump intervient à l'heure d'un approfondissement de la crise de l'économie capitaliste dans un monde sur le pied de guerre. C'est pourquoi sa présidence peut faire franchir une étape de plus à l'escalade des tensions en cours et en être un facteur aggravant.

TRUMP L'EMPORTE SANS ÊTRE MAJORITAIRE

Trump l'a emporté à l'issue d'une campagne qui n'a soulevé aucun enthousiasme dans les classes populaires. Aux abstentionnistes, de l'ordre de 36 %, s'ajoutent les 22 millions d'étrangers écartés du droit de vote et les quelque 4,4 millions d'Américains privés de leurs droits civiques après une condamnation judiciaire. Au total, c'est presque un adulte sur deux vivant aux États-Unis qui ne s'est pas prononcé.

Trump a certes devancé Harris, élargissant légèrement sa base électorale au passage. Mais rapportée au nombre total d'électeurs inscrits, elle n'en représente qu'un tiers. Trump a récolté les voix de l'électorat traditionnellement conservateur, xénophobe voire raciste, bigot et anticommuniste que compte le pays. Mais de nombreux travailleurs ont aussi cédé à sa démagogie. À l'inverse des Démocrates, il a orienté une partie de sa démagogie en direction de la classe ouvrière, promettant de lutter contre l'inflation, de relocaliser la production, de pro-



Milliardaires et PDG en bonne place à l'investiture de Trump, le 20 janvier. De gauche à droite : Bezos (Amazon), Pichai (Google), Musk (Tesla).

téger les emplois de la concurrence étrangère, allant jusqu'à prétendre défendre, avec le mépris raciste qui le caractérise, les « emplois noirs », suggérant ainsi que les emplois peu qualifiés seraient menacés par une prétendue submersion migratoire. Il a été indirectement aidé par la bureaucratie syndicale et la gauche du Parti démocrate, qui apportent en permanence leur pierre à cette propagande nationaliste et protectionniste. Début février, le syndicat de l'automobile UAW, dirigé par Shawn Fain, qui passe pour radical et combatif, a « *approuvé les tarifs douaniers agressifs pour protéger les emplois industriels américains* » et demandé à Trump « *de renégocier les traités de libre-échange* ». Plutôt que d'éclairer les travailleurs sur la nature bourgeoise de la politique de Trump, ce syndicat influent prétend le conseiller, demandant « *s'il est sérieux s'agissant de ramener les emplois industriels détruits par les traités* ».

Les postures de Trump contre l'establishment, affichant son mépris pour les élites politiques, médiatiques, les stars de cinéma, ont plu à une partie des classes populaires, qui s'enfoncent dans la pauvreté. Elles ont fait vibrer un dégoût bien légitime à l'encontre de ce monde de privilégiés bien-pensants auxquels leur richesse permet de vivre à l'écart des milieux populaires. Mais en plébiscitant un grand bourgeois milliardaire,

lui-même issu de ce sérail et ardent défenseur de l'exploitation capitaliste, les travailleurs qui ont voté pour lui se sont trompés. À cet égard, l'absence d'un parti défendant les véritables intérêts politiques et matériels du prolétariat américain se fait cruellement sentir.

LA DÉFAITE DES DÉMOCRATES SANCTIONNE LEUR POLITIQUE ANTILOUVRIÈRE

En fait de victoire républicaine, l'élection sanctionne surtout une débâcle démocrate. À l'été 2024, la nomination de Kamala Harris, une femme noire, était censée donner un nouveau souffle à ce parti discrédité par quatre ans aux affaires et jusque-là représenté par un Biden sénile. En guise de programme, la vice-présidente Harris a vanté le bilan économique du président sortant, expliquant qu'ils avaient réussi à contenir l'inflation. Pour les dizaines de millions de travailleurs américains endettés jusqu'au cou et rackettés au quotidien par la grande distribution, c'était évidemment un discours inaudible. Pendant sa courte campagne, Harris a récolté plus d'argent que Trump : elle était tout autant que lui la candidate de la bourgeoisie.

Harris a bien tenté d'apparaître comme un rempart face

au danger Trump en s'appuyant sur la crainte bien justifiée que le droit à l'avortement soit encore plus remis en cause à l'échelle du pays. Mais l'élection ne s'est pas jouée principalement sur cette question.

Aux lendemains de la défaite, les Démocrates ont été prompts à l'attribuer au fait que les esprits n'étaient pas mûrs pour porter une femme noire au pouvoir. Ils ont déploré la progression du vote républicain chez les hommes noirs et hispaniques. En rejetant la faute sur l'électorat populaire, ces explications présentaient l'avantage bien commode de ne pas discuter de la perte de plus de six millions d'électeurs démocrates entre 2020 et 2024. Que représentait-elle, sinon la sanction de la politique antiouvrière de Biden ?

Quant à Bernie Sanders, sé-

nateur du Vermont, à la tête d'un courant dit « socialiste » à l'intérieur du Parti démocrate, il s'est fendu d'une vidéo, le lendemain des résultats, expliquant que les Démocrates avaient perdu parce qu'ils ne s'étaient pas adressés au monde du travail. Or la veille encore, il trompait ceux qui lui faisaient confiance en couvrant Harris de louanges dans les publicités financées par l'appareil démocrate. Les travailleurs ne peuvent accorder aucun crédit à ces girouettes.

UN GOUVERNEMENT DES MILLIARDAIRES, POUR LES MILLIARDAIRES, PAR LES MILLIARDAIRES

Le jour de son investiture, Trump a affiché sa couleur réactionnaire, conyant notamment la cheffe du gouvernement ita-

lien, Meloni, et le président argentin, Milei. À côté d'eux siégeaient les véritables maîtres de la société : les plus grands bourgeois de la planète occupaient ainsi les premiers rangs, à commencer par le plus riche d'entre eux, Elon Musk, qui a lancé deux saluts nazis, actualisant l'admiration ancienne d'une partie de la grande bourgeoisie pour le régime antiouvrier d'Hitler. Depuis qu'il trempe en politique, le patron mégalomane de Tesla met sa fortune au service des idées d'extrême droite. Il s'affiche en soutien de l'AfD en Allemagne et accuse l'Afrique du Sud de racisme antiblanc, exprimant sans doute sa propre nostalgie pour le réel racisme anti-noir du régime d'apartheid dans lequel il a grandi. Musk, qui a versé 240 millions de dollars à la campagne de Trump, est en train de recueillir son retour sur investissement. Il vient en effet



Un raid de la police fédérale de l'immigration (ICE) dans une usine de l'alimentaire du Mississippi (août 2019, pendant le premier mandat de Trump).

d'intégrer la nouvelle administration. Dans un monde où la concurrence fait rage dans les secteurs où ses entreprises prospèrent (voitures électriques, espace, intelligence artificielle), il s'assure en personne que ses intérêts seront défendus.

Les géants de la « tech » Jeff Bezos (Amazon), Mark Zuckerberg (Facebook), Sundar Pichai (Google), Tim Cook (Apple) complétaient, entre autres, le tableau ; ainsi que Bernard Arnault et ses 200 milliards qui comptent plus pour Trump, parangon du patriotisme américain, que sa nationalité française. En bon bourgeois qui ne s'oublie pas, Trump a profité de son investiture pour faire la publicité de sa cryptomonnaie, lancée quelques heures auparavant. Avec lui, les choses sont claires : la grande bourgeoisie se mêle directement de la marche de l'État.

LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS ATTAQUÉS EN PREMIER

Immédiatement, Trump s'est mis en scène en homme d'action

signant à la chaîne des décrets sous l'œil des caméras. Mais parmi ceux-ci, aucun n'est de nature à enrayer la chute du niveau de vie de la population travailleuse ni à augmenter le salaire fédéral minimum fixé à 7,25 dollars (7 euros) de l'heure.

Trump a menacé le Canada, le Mexique, l'Union européenne, la Chine, etc., de guerre commerciale. Que cela contribue à l'augmentation générale des prix, ce qu'il a lui-même concédé, disant que ces tarifs douaniers auraient des conséquences « *un peu douloureuses pour la population* », n'est qu'une des multiples contradictions de ce démagogue qui promettait de lutter contre l'inflation.

Durant la campagne et à longueur de meetings, Trump a répété sur tous les tons que l'Amérique était submergée par des hordes de millions de criminels, d'aliénés, de violeurs, allant jusqu'à accuser les migrants d'« empoisonner le sang » de l'Amérique avec leurs « mauvais gènes ». À son électorat le plus xénophobe, il a promis des arrestations et des déportations massives. Sans surprise, il concentre dès à présent ses

attaques les plus brutales sur cette fraction la plus exploitée du prolétariat américain. Il a décrété la fin du droit du sol pour les enfants nés sur le territoire mais de parents étrangers, contrevenant au 14^e amendement de la Constitution américaine. Pour l'instant la décision a été bloquée par des juges.

Trump a ordonné à l'armée de fournir des moyens aériens pour organiser des déportations de sans-papiers, qu'il médiatise, vers l'Amérique centrale, l'Inde ou la base américaine de Guantanamo, sur l'île de Cuba. En outre, il a étendu les pouvoirs de la police de l'immigration en levant les restrictions qui l'empêchaient, en théorie, de perquisitionner dans les écoles ou les églises. Début février, alors que des rumeurs de rafles se répandaient sur les réseaux sociaux, de nombreux parents sans papiers ont fait le choix de ne pas envoyer leurs enfants à l'école.

L'économie américaine repose sur la surexploitation de dizaines de millions de travailleurs venus du monde entier et en particulier d'Amérique latine. Ceux-ci sont indispensables dans la construction, la santé,



MARCO BELLO/REUTERS

Récolte des myrtilles par des travailleurs migrants, à Lake Wales, en Floride (mars 2020).

l'agriculture, les services, les transports, etc. De ce point de vue, des déportations massives visant ces travailleurs déjà intégrés à l'économie américaine semblent peu réalistes car la bourgeoisie a besoin de cette main-d'œuvre et le fait savoir. En revanche, le patronat profitera du climat de terreur instauré par Trump et de l'épée de Damoclès suspendue au-dessus de la tête de ces travailleurs pour aggraver leur exploitation et, par ricochet, celle de tous les travailleurs des États-Unis.

Lorsque Trump ordonne d'augmenter le nombre des expulsions quotidiennes, il met ses pas dans ceux des administrations précédentes, démocrates et républicaines. Clinton le démocrate (1993-2001) avait fait expulser 12 millions de personnes, devançant de deux millions Bush le républicain (2001-2008). Avec environ 4,4 millions de reconduites à la frontière, soit presque autant qu'Obama en huit ans, Biden a fait pire que Trump durant son mandat.

Mais le problème ne réside pas seulement dans l'ampleur des expulsions, aussi massives soient-elles, que Trump prétend maintenant assumer. Ce qui change avec lui, c'est qu'il accompagne sa politique d'une démagogie raciste et xénophobe qui vise consciemment à diviser le monde du travail. La situation exigerait au contraire son unité la plus large pour faire face à la guerre de classe que la bourgeoisie lui impose et qui ira en s'intensifiant.

LA MENACE D'EXTRÊME DROITE

Au moment de sa prise de fonction, l'un des premiers gestes de Trump a été de gracier quelque 1 500 émeutiers condamnés pour l'invasion du Capitole le 6 janvier 2021, lorsque la frange fascisante de sa base avait entrepris un coup



Des activistes d'extrême droite des Proud Boys à l'intérieur du Capitole (Washington) le 6 janvier 2021, pour contester la défaite de Trump. Ce dernier vient de les gracier.

de force pour contester sa défaite. En les amnistiant, Trump a conforté son autorité auprès de cette extrême droite. À l'instar d'Enrique Tarríos, admirateur de Pinochet et dirigeant de la milice néonazie des Proud Boys, ces militants qui ont passé quelques mois en prison en sortent moralement et politiquement blanchis. Tout au long de la campagne, le souvenir de cette journée a fait planer la menace de violences dans le cas où Harris l'emporterait. Les partisans de Trump prêts à l'action se sentaient d'autant plus légitimes à entretenir le spectre d'un nouveau passage à l'action que leur leader avait échappé à deux tentatives d'assassinat à l'été 2024.

Les Démocrates qui avaient, des mois durant, présenté Trump comme un dictateur menaçant la démocratie américaine, lui ont sagement cédé le pouvoir en janvier, faisant preuve, comme à leur habitude, d'un grand respect pour la continuité des institutions de l'État américain. Ce n'est certainement pas sur eux que les travailleurs pourront compter pour combattre Trump si, poussée par les circonstances de la marche à la guerre et de la crise économique, la bourgeoisie américaine devait exiger l'enrê-

gimentement de la population.

Les propos que Trump tient depuis la Maison-Blanche peuvent inciter tout ce que le pays compte d'apprentis fascistes à le prendre au mot, lui qui a répété en boucle qu'en plus des migrants, l'Amérique était menacée par le complot communiste, le wokisme ou les personnes transgenres.

Pour l'instant, la bourgeoisie américaine n'a pas besoin de pousser plus en avant ces courants politiques d'extrême droite. La politique de Trump, appuyée sur les moyens de l'appareil d'État, lui suffit. Mais en cas d'aggravation brutale de la crise, elle pourrait financer ces courants et les pousser à agir, par exemple contre des piquets de grève.

Ce qui est certain, c'est que pour se protéger de la violence d'extrême droite ou des brutalités des policiers les plus zélés, les travailleurs et tous ceux que vise la haine raciste ou sexiste ne pourront compter que sur leur sens de l'organisation et sur l'autodéfense.

L'APPAREIL D'ÉTAT SECOUÉ

En capitaliste décomplexé qui ne tolère aucune limite à sa soif

KENT NISHIMURA/REUTERS



Des employés fédéraux manifestent le 4 février 2025 à Washington contre les attaques dont ils font l'objet. La pancarte de gauche, faux chèque à l'ordre de Musk, dénonce « des dizaines de milliards de subventions publiques pour Tesla et SpaceX ».

de profits, Trump exprime sans filtre les aspirations de sa classe. Il a annoncé qu'il réduirait les impôts des entreprises, briserait les réglementations dans l'industrie et la moindre entrave à la liberté d'exploiter. Il vient de lever des restrictions à de nouvelles opérations de forage pétrolières en Alaska, prétendant qu'accroître la production ferait baisser les cours, donc l'inflation et qu'ainsi la banque centrale (Fed) abaisserait ses taux, ce qui relancerait l'économie et créerait des emplois. Dans sa bouche, enrichir les majors du pétrole est bon pour les travailleurs...

Trump fait aussi la publicité des coupes budgétaires massives qu'il souhaite dans les dépenses de l'État fédéral. Il a ainsi créé un ministère de l'Efficacité gouvernementale (DOGE), ou plus exactement une commission, dirigée par Musk. Une équipe d'ingénieurs âgés de 19 à 25 ans s'est ainsi vu confier par

Musk la tâche de faire la chasse aux dépenses jugées superflues. Leur premier fait d'armes est d'essayer de supprimer purement et simplement l'agence d'aide au développement des pays pauvres (USAid, dont la fonction fondamentale est de camoufler les méfaits de l'impérialisme américain dans le monde par des actions humanitaires), d'annuler les financements qu'elle octroie et de mettre ses salariés à pied.

Musk et Trump ont aussi dans leur viseur quelque 2,2 millions de salariés qui travaillent pour l'État fédéral. C'est ainsi que, fin janvier, ces derniers ont reçu un e-mail du bureau des ressources humaines les invitant à démissionner immédiatement contre paiement de leur salaire jusqu'en septembre. Cet e-mail promet des coupes dans les effectifs, surtout de ceux qui travaillent pour les services de retraite, du logement ou de la santé, c'est-à-dire ceux qui sont

utiles à la population. 75 000 fonctionnaires fédéraux auraient déjà démissionné, certains par peur de ce chantage, d'autres refusant de travailler pour un tel gouvernement.

Les attaques portées contre les programmes sociaux et les services fédéraux qui y sont associés toucheront en premier lieu les classes populaires noires, que Trump vise indirectement lorsqu'il dénonce les politiques « de diversité et d'inclusion ».

Cela fait des décennies que les administrations démocrates et républicaines cherchent à s'attaquer aux employés fédéraux pour réduire le déficit budgétaire. Ils répondent aux désirs de la bourgeoisie américaine, qui réclame une part grandissante d'argent public sous forme de subventions en même temps qu'une baisse de ses impôts.

Musk et son DOGE s'arrogent ainsi le droit de passer en revue les dépenses de l'État fédéral et d'annuler celles qui ne profitent



« Les taxes douanières élèvent les prix pour les consommateurs américains. »
 Manifestation anti-Trump à Pittsburgh en Pennsylvanie, le 18 février dernier.

pas directement au grand capital. Ils traquent d'éventuelles ou d'imaginaires malversations pour supprimer telle ou telle dépense ou limoger tel haut fonctionnaire suspecté de s'opposer à Trump, et faire place aux amis du nouveau pouvoir. Quel rêve pour un multimilliardaire que de peser directement sur les finances publiques !

Dans ce feu d'artifice, l'activisme du DOGE n'est pour l'instant que purement verbal vis-à-vis du puissant Pentagone. Cette administration militaire gère un des plus gros budgets fédéraux, source de multiples scandales financiers tant les généraux et amiraux à la retraite peuplent les conseils d'administration

des entreprises dont les armées sont les clientes. Trump ira-t-il jusqu'à s'attaquer à la hiérarchie militaire, qui est le principal pilier de l'État qu'il dirige et dont le rôle est primordial dans la puissance de l'impérialisme américain ?

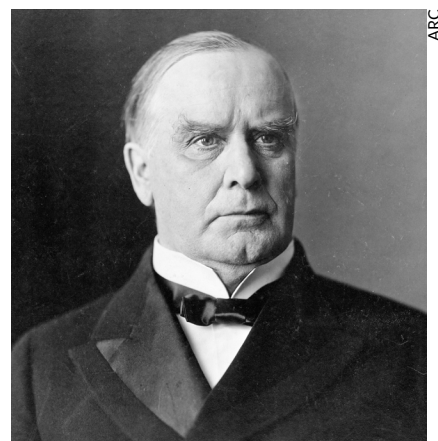
Pour le moment, seuls quelques juges et hauts fonctionnaires entravent un peu cette politique qui vise l'État fédéral. Jusqu'où Trump la mènera-t-il ? Aussi loin qu'elle correspondra à la volonté de la grande bourgeoisie américaine qui, pour l'instant, n'incite pas ses relais parmi les politiciens républicains du Congrès à le freiner. Ou tant que sa politique ne provoque pas une hostilité

telle que la population, et en particulier la classe ouvrière, se mobilise.

Les secousses que Trump impose à un appareil d'État pourtant entièrement au service de la grande bourgeoisie sont en partie dues à son désir de vengeance après quatre années pendant lesquelles la présidence lui a échappé. Mais cette centralisation potentielle du pouvoir dans les mains présidentielles aurait aussi l'avantage pour la bourgeoisie d'améliorer l'efficacité de son État. Avec un Congrès sans majorité claire, démocrate ou républicaine, qui ralentit souvent la vitesse des décisions au sommet de l'État, avec des juges qui contrecarrent parfois leur exécution, avec des États fédérés et des grandes métropoles qui forment des pouvoirs locaux ayant leur propre politique, la bourgeoisie américaine peut être handicapée par cette architecture étatique héritée du passé. Quand l'avenir est à la confrontation avec les autres puissances, donc à la mise au pas des populations, les États bourgeois trouvent avantage à l'autoritarisme.

LA TRADITION DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Trump dit s'inspirer du républicain William McKinley, président entre 1897 et 1901, à



William McKinley, le président américain (1897-1901) qui inspire Trump.



Le secrétaire d'État américain, Marco Rubio (à droite), vient d'obtenir du président panaméen, José Raul Mulino, que son pays se retire d'un projet commercial avec la Chine.

l'époque dite des « barons voleurs », période du capitalisme le plus sauvage où les rois de la banque, du rail, du pétrole et de l'acier, Carnegie, Morgan, Rockefeller ne connaissaient aucune limite à leur liberté d'exploiter et de s'enrichir. Ce passé que Trump trouve « grandiose » est celui où les enfants allaient au travail plutôt qu'à l'école, où leurs parents trimaient 12 à 14 heures en usine, où les milices patronales tiraient sur les grévistes et où les paysans qui résistaient aux banques voyaient leurs granges brûler la nuit et pire encore s'ils se battaient Noirs et Blancs côte à côte.

Sur le plan international, le mandat de McKinley correspondait à l'expansion du jeune impérialisme américain. Les États-Unis chassèrent l'Espagne de Cuba et s'approprièrent Porto Rico. Ils asservirent les Philippines, dont ils firent un protectorat au prix d'une sanglante guerre coloniale, tandis qu'ils avançaient dans l'océan Pacifique en colonisant Hawaï et l'île de Guam. Le parallèle avec les prétentions territoriales de Trump est évident.

Sous McKinley, le budget fédéral était alimenté pour moitié par des droits de douane et il n'y avait pas d'impôt fédéral sur le revenu. Trump voudrait s'en inspirer et parle de remplacer

l'impôt sur le revenu, collecté actuellement par l'Internal Revenue Service (agence de l'administration fiscale), par des taxes sur le commerce étranger qui seraient prélevées par une nouvelle agence, l'External Revenue Service. L'idée de faire payer les frais de leur État par le monde entier doit plaire aux bourgeois américains grands et petits, eux qui profitent déjà de ce privilège que leur monnaie, le dollar, soit le pilier de l'ordre financier international.

Or en 1900, le budget fédéral américain représentait l'équivalent de 3 à 4 % du PIB, contre près de 20 % aujourd'hui. Augmenter les droits de douane ne le fera pas maigrir. Une part importante de ce budget est actuellement consacrée à l'entretien d'un appareil militaire qui compte 750 bases en dehors du territoire américain et d'une armée de 1,4 million de soldats, lorsque son ancêtre n'en comptait, 125 ans plus tôt, que 40 000 et coûtait beaucoup moins cher. Trump ne résoudra pas la crise du déficit budgétaire avec les taxes douanières, pas plus qu'il ne rendra la vigueur qu'il avait à l'époque de McKinley à l'impérialisme américain. Ce n'est pas pour autant que celui-ci ne se prépare pas à la guerre pour conserver son hégémonie. Et à cet égard, l'escalade verbale

de Trump sonne comme un avertissement.

Celui-ci multiplie en effet les déclarations aussi guerrières que provocantes, n'épargnant pas même les pays déjà dans la sphère d'influence des États-Unis. Ses déclarations fracassantes sur la possible annexion du canal de Panama, l'achat du Groenland ou le rattachement du Canada mettent à nu le règne de la loi du plus fort. Les alliés sont les possibles proies de demain, tout comme la crise du Covid et la guerre en Ukraine ont été des occasions pour l'impérialisme américain d'affaiblir ses concurrents européens et au premier chef la puissance industrielle allemande. À ce propos, Trump, qui menace maintenant de s'entendre directement avec Poutine pour sceller le sort de l'Ukraine, exprime sans filtre ce qui motive depuis le début le soutien militaire des États-Unis à Kiev : faire avancer les intérêts de l'impérialisme américain. Il conditionne en effet ce soutien à la cession, par Zelensky, des gisements de terres rares du pays, estimés à 500 milliards de dollars et convoités par les entreprises américaines, même si cela fait en réalité des mois que ces accords sont négociés entre l'Ukraine et l'administration Biden.

En France et ailleurs, nombre de commentateurs bourgeois s'indignent que les États-Unis de Trump s'en prennent d'abord à leurs alliés plutôt qu'à la Russie et la Chine, considérées comme les ennemis stratégiques des puissances impérialistes. En réalité, il n'est pas illogique qu'en vue d'une confrontation militaire mondiale, l'impérialisme américain cherche d'abord à se poser en dictateur de son camp, soumettant ses alliés pour en faire des vassaux. Rappelons que, lors des deux guerres mondiales du 20^e siècle, la puissance américaine avait non seulement vaincu militairement ses ennemis, mais s'était aussi imposée

économiquement et diplomatiquement à ses alliés. Et il n'est pas dit non plus que, dans la période qui vient, la bourgeoisie américaine ne cherche à porter ses coups les plus durs aux pays européens. La Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne sont dans bien des secteurs des concurrents commerciaux plus sérieux que la Chine.

Il y a bien sûr dans les déclarations de Trump une part de bluff. La menace de droits de douane brandie à la face du Canada et du Mexique ne s'est pas matérialisée à ce jour, ces deux voisins des États-Unis ayant choisi de renforcer leurs patrouilles antimigrants à leurs frontières. C'est contenter Trump sans se faire violence.

Le seul véritable résultat obtenu par l'agitation de Trump l'a été dans la chasse gardée des États-Unis qu'est l'Amérique centrale. Une tournée de son secrétaire d'État a permis de tordre le bras aux dirigeants de divers pays pour qu'ils acceptent de recevoir des migrants déportés. Et surtout, il a déjà obtenu du président panaméen que celui-ci se retire du projet chinois dit du « collier de perles » que Pékin orchestre pour faire avancer sa marine marchande. Plus discrètement, en décembre, l'Australie avait de même retourné en sa faveur l'alignement international des îles peu peuplées de Tuvalu et de Nauru, dans le Pacifique, qui avaient accepté un temps les avances de la Chine.

Avec le faible Panama, dont l'existence même résulte d'une intervention américaine au début du 20^e siècle, Trump a obtenu facilement son premier succès diplomatique. On saura dans les mois qui viennent si ses gesticulations suffiront à faire plier le Danemark à propos du Groenland ; ou bien la Jordanie et l'Égypte, qui refusent jusqu'à présent de créer sur leur sol d'immenses camps

de réfugiés gazaouis, ainsi que l'Arabie saoudite, censée financer ce nettoyage ethnique ; et qu'en sera-t-il du Canada prié de se dissoudre dans les États-Unis ? Le bluff de Trump, même appuyé sur la force de l'impérialisme américain, ne garantit pas le succès. Les soubresauts à venir de la politique internationale donneront des éléments de réponse à la question des limites de la puissance américaine. Pour l'instant la bourgeoisie américaine ne pousse pas Trump à obtenir par la guerre ce qu'il ne pourra pas saisir par l'intimidation.

Il est par ailleurs un facteur que Trump ne maîtrise pas, celui de la possible révolte des peuples confrontés à la brutalité de ses plans, en particulier au Moyen-Orient.

COMBATTRE POUR RENVERSER LA BOURGEOISIE

Il est trop tôt pour savoir quelles seront les conséquences des gesticulations et des déclarations à l'emporte-pièce de Trump. C'est le recul qui permet souvent de distinguer la brutalité du bluff. Gaza, l'Ukraine, le Groenland, les migrants, l'État fédéral, la guerre commerciale : pour l'instant, le démagogue Trump multiplie les sorties ordurières. Dans la bouche du président de la première puissance mondiale, les mots ne sont pas que des mots. Les déclarations du braillard de la Maison-Blanche peuvent avoir des effets déstabilisateurs et, sous prétexte de vouloir « régler un conflit » et « faire la paix » en 24 heures, l'administration américaine peut déclencher des crises en cascade, sans en avoir le contrôle. L'impérialisme a beau parler fort et brandir un gros bâton, il ne règle rien pour autant, comme les États-Unis eux-mêmes en ont fait l'expé-

rience amère au Vietnam et, plus récemment, en Afghanistan.

Aux États-Unis même, quelle sera la réaction des travailleurs qui se sont laissé abuser par Trump et sa démagogie, quand la guerre de classe que leur mène la bourgeoisie s'intensifiera et que Trump apparaîtra comme leur ennemi en chef ? Ils seront peut-être les plus déterminés à lutter en s'inspirant des traditions des années 1930 ou des années 1960. Il existe dans ce pays un sentiment d'hostilité au big business largement répandu au sein du monde du travail et des couches populaires. Moins d'un mois après l'élection de Trump, la haine du « Corporate America » (l'Amérique des grandes entreprises) et des financiers de Wall Street a éclaté au grand jour quand le meurtrier du PDG de la plus grande compagnie d'assurances-santé a bénéficié instantanément d'une grande popularité. Toutefois, la conscience de classe est jusqu'à présent trop diffuse pour arracher le prolétariat à son apolitisme qui laisse le champ libre à la bourgeoisie.

Mais qu'un ennemi aussi déclaré que Trump agite l'épouvantail communiste doit être une incitation pour ceux que sa politique met en colère à se tourner vers les idées de Marx et de Lénine et à relever le gant. Lorsque le dirigeant de la première puissance capitaliste mondiale parle ouvertement d'écraser ses ennemis, cela doit sonner comme un avertissement lancé aux travailleurs du monde entier et à tous ceux qui, révoltés par la marche des événements, veulent éviter le pire. Puisque le système capitaliste affiche le visage de Trump et porte l'extrême droite au pinnacle, ils doivent se fixer comme but non pas de rafistoler l'édifice du capitalisme pourrissant, mais de le renverser.

15 février 2025



Ukraine: les fauves prêts à se partager leur proie

La longue conversation entre Trump et Poutine et la rencontre de leurs envoyés en Arabie saoudite pour discuter d'un cessez-le-feu en Ukraine ont fait la une de l'actualité ce mois-ci. Elles surviennent trois ans après le début de cette guerre, ou plutôt de sa généralisation, car l'affrontement entre Kiev et Moscou n'avait pas attendu l'envoi de troupes russes en territoire ukrainien, fin février 2022. Il avait débuté huit ans plus tôt, dans la foulée du renversement de Ianoukovitch, un président ukrainien prorusse : la Russie y avait répliqué en annexant la Crimée et en soutenant la sécession du Donbass, dans l'est du pays.



Immeuble d'habitation bombardé à Kiev.

TÊTE-À-TÊTE RUSSO-AMÉRICAIN

Le fait le plus notable dans les propos de Trump, ce sont les conditions dans lesquelles pourraient se tenir des négociations, pas le fait qu'elles aient lieu. En effet, les belligérants ont mené des pourparlers dès le début de « l'opération spéciale » de Poutine. À Istanbul, en avril 2022, ils avaient même accouché d'un projet d'accord, qu'en définitive Zelensky rejeta. Il se voulait soutenu « jusqu'à la victoire » par le camp occidental et signa alors un décret interdisant qu'un re-

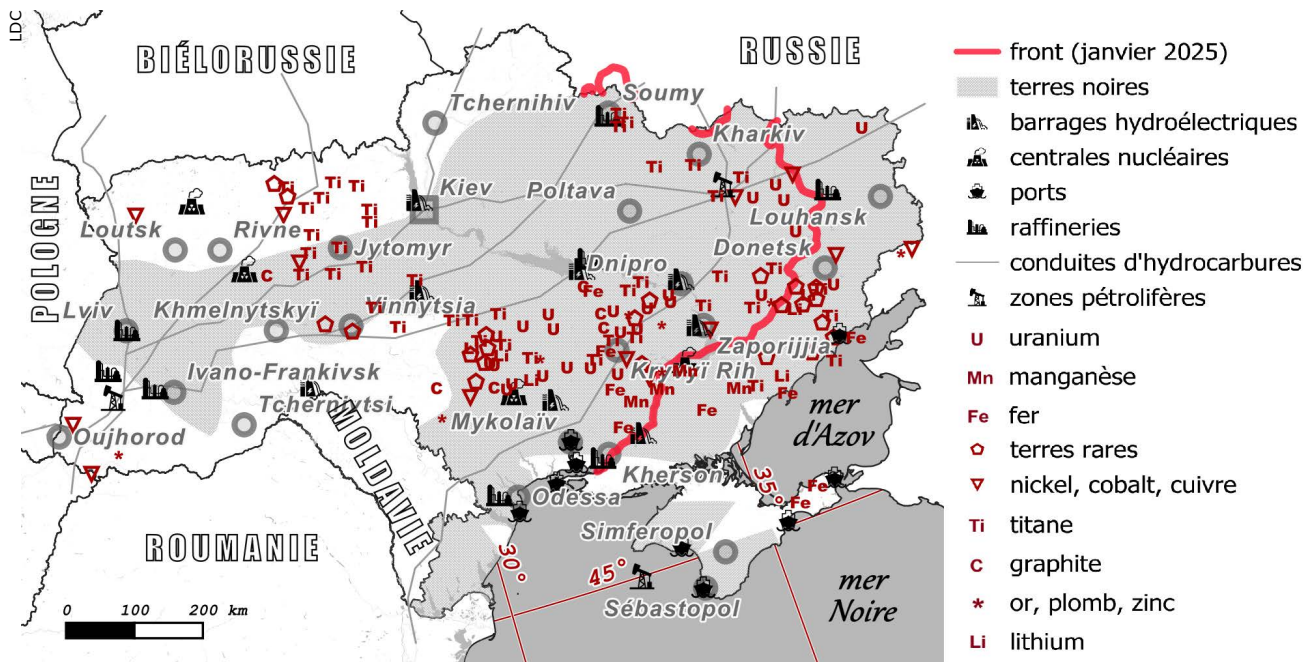
présentant de l'État ukrainien négocie avec le Kremlin.

Le voici en quelque sorte exaucé : c'est sans lui que se jouera le sort de l'Ukraine, ainsi en ont décidé Trump et Poutine. Quant aux alliés de Washington dans l'OTAN, ils se retrouvent eux aussi hors-jeu. Quel besoin auraient les chefs des États américain et russe, dont la rivalité d'intérêts dans le pillage de l'Ukraine a plongé ce pays et ses habitants dans l'horreur, d'associer à leurs tractations ces seconds couteaux que sont l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne ? Dans un second temps, piètre lot de conso-

lation, on leur fera peut-être une petite place quand il s'agira de décider combien de militaires européens auront la charge de « garantir la paix », et en fait les intérêts des grands groupes occidentaux, surtout américains, dans l'Ukraine restée sous l'autorité de Kiev. Car si l'Ukraine figure quand même à la table des deux compères, c'est en tant que gâteau qu'ils entendent se partager.

TRUMP OU L'IMPÉRIALISME SANS FARD

Le temps n'est plus aux hypocrites tirades des gouvernants et médias occidentaux sur la défense de la « démocratie » en Ukraine. Il a disparu de la presse et des discours, le droit de ce « petit pays » à choisir son avenir, qu'invoquaient certains pour se ranger dans le « camp de l'Ukraine », malgré le rôle majeur de l'impérialisme dans cette guerre et ses causes. Il ne subsiste que la réalité des rapports de force. C'est la loi du plus fort. Et c'est elle qui donne à deux grandes puissances le droit de décider de l'avenir de l'Ukraine.



L'Ukraine et ses ressources disputées.

Les dirigeants ukrainiens s'indignent qu'on ne fasse même pas mine de les consulter ? C'en serait risible s'ils n'avaient jamais permis à leur population d'avoir voix au chapitre, dans cette guerre comme avant.

Les dernières semaines ont asséné de la façon la plus brutale une claire leçon de politique. Sur cet ordre mondial dont se gargarisent les médias, et que les grandes puissances façonnent au gré de leurs intérêts et des changements de rapports de force entre elles. Sur le cynisme de classe des dirigeants de la principale puissance impérialiste qui, après avoir poussé l'Ukraine comme leur pion contre la Russie en l'assurant d'un soutien « indéfectible » – une position constante depuis l'effondrement de l'URSS en 1991 –, acceptent son démantèlement en disant « irréaliste » qu'elle retrouve ses frontières de 2014. Ou encore quand Trump, en prélude aux marchandages avec Poutine, fait les poches de son ex-protégé Zelensky. Il a exigé qu'il cède aux capitalistes américains 500 milliards de dollars, ramenés à 375 milliards, de ressources stratégiques, de l'uranium aux terres rares, pour dédommager les États-Unis du soutien militaire et financier

qu'ils ont fourni à Kiev. Un soutien qui, selon les sources, ne dépasse pas 175 milliards de dollars.

Accord de paix ou pas, les États-Unis sont déjà les grands vainqueurs de cette guerre. Et pas seulement parce qu'ils en ont déjà tiré d'immenses avantages matériels et financiers. Cette guerre, qu'ils ont menée avec la peau des Ukrainiens, a servi de vitrine de promotion géante aux armements made in USA, dont elle a dopé les ventes, notamment dans l'Union européenne (UE). Westinghouse a mis la main sur le secteur nucléaire en Ukraine, des financiers américains, mais aussi européens, ont accaparé ses très fertiles terres noires. Il y a aussi les contrecoups des sanctions que Washington impose à Moscou depuis 2014. Si elles ont affaibli la Russie malgré la capacité de résilience de son économie, héritage de la période soviétique, elles ont porté des coups sévères à l'économie des États de l'UE, alliés et concurrents des États-Unis. Elles ont affecté leur présence en Russie, le commerce bilatéral avec ce pays, leur approvisionnement en hydrocarbures, les ont forcés à remplacer le gaz russe par du GNL américain bien plus coûteux – ce dont a pâti surtout l'Allemagne, dont une partie de l'industrie dépendait du gaz russe.

Quant aux discussions russo-américaines, dont on ne sait pas grand-chose, une chose est sûre : elles ne présagent pas d'un arrêt des combats à court terme. Au contraire, chaque camp va s'efforcer, au prix de pertes et destructions accrues, de renforcer ses positions sur le terrain. L'un, le Kremlin, pour négocier en ayant un maximum d'atouts en main, l'autre, le pouvoir de Zelensky, pour ne pas trop devoir céder... à son « protecteur » américain.

Ce qui transpire dans la presse des points sur lesquels Trump et Poutine paraissent s'entendre (l'amputation de l'Ukraine de territoires tenus par la Russie, mais lesquels ? la non-adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, mais pour combien de temps ? la non-entrée dans l'UE) ne dit rien des conditions concrètes d'un éventuel accord en ces domaines. Restent tous les sujets où les intérêts des parties s'opposent. Ainsi, la bureaucratie russe et ses oligarques exigeront la levée des sanctions occidentales pour retrouver la liberté de vendre leurs hydrocarbures, dont ils tirent près de la moitié de leurs revenus. Or,

les sociétés américaines qui ont remplacé Gazprom en Europe n'ont bien sûr aucune envie de libérer la place. Et ce n'est qu'un exemple. En d'autres termes, et nous aurons l'occasion d'y revenir dans la *Lutte de classe*, rien ne dit à quelle échéance et avec quel contenu un accord pourrait se conclure, ni s'il y en aura un.

Rappelons qu'il y a juste dix ans, Russie et Ukraine signaient les accords dits de Minsk-2, sous le patronage de la France et de l'Allemagne. Ceux de Minsk-1, conclus un peu plus tôt, prévoyaient le recul des troupes prorusses et ukrainiennes dans le Donbass : ils n'avaient eu aucun effet. Avec Minsk-2, les combats diminuèrent, mais ne cessèrent pas. Surtout, ses clauses censées garantir la paix (l'octroi d'une large autonomie aux populations russophones du Donbass et la tenue d'élections dans la région) ne furent jamais remplies. Comme l'a reconnu depuis l'ex-chancelière Angela Merkel, elle et le président Hollande avaient cherché à geler le conflit, le temps que les puissances de l'OTAN arment les forces militaires de Kiev.

LES TRAVAILLEURS FACE À LA BUREAUCRATIE ET À L'IMPÉRIALISME

Évidemment, on imagine que de nombreux Ukrainiens, et Russes aussi, ont poussé un soupir de soulagement, se prenant à espérer la fin du cauchemar, de cette guerre fratricide. Mais si Trump ne parle plus de « *faire la paix en 24 heures* » ni même en un mois, qui oserait prétendre que même d'ici à 24 mois les armes se tairont ?

En attendant, Poutine et les nantis de Russie se mettent à rêver tout haut de redevenir des « partenaires » de l'Occident, de retrouver la liberté de commercer et de s'enrichir dans le monde. Poutine, ravi d'être redevenu fréquentable, abreuve



MINDAUGAS KULBIS AP

Déchargement de chars américains en Lituanie, le 21 octobre 2019, pendant la guerre du Donbass.

Trump de compliments depuis qu'il a été élu. Poutine vient même de rappeler qu'après sa première élection présidentielle, il avait demandé à l'OTAN d'accepter la Russie, alors que récemment encore il disait que l'OTAN faisait peser une « *menace existentielle* » sur la Russie et son peuple. Eh oui, même si les dirigeants de l'impérialisme américain n'ont certainement pas abandonné le projet qu'ils caressent depuis la fin de l'URSS, celui de mettre la Russie en coupe réglée comme ils l'ont fait de l'Ukraine, leurs homologues russes aspirent toujours – comme depuis l'émergence de la bureaucratie sous Staline – à normaliser leurs relations avec le monde impérialiste et à s'intégrer à l'ordre capitaliste mondial.

Mais les travailleurs de Russie, et peut-être plus encore ceux d'Ukraine, n'ont absolument rien à attendre d'un éventuel accord Trump-Poutine. La guerre, même si elle devait prendre fin, ils n'ont pas fini de la payer. Ukrainiens et Russes l'ont déjà payée de près d'un million de tués, de blessés et de mutilés en trois ans, d'innombrables destructions de villes, de villages, d'infrastructures en tout genre, surtout en Ukraine, mais

aussi dernièrement en Russie, même loin du front. Tout cela, il faudra le reconstruire, et ni les bureaucrates ni les oligarques russes ou ukrainiens ne vont mettre la main à la poche. Ce sont les classes laborieuses qui seront encore et toujours mises à contribution. Et cela par des gouvernants et des autorités que la guerre aura habitués à considérer leur population comme de la chair à canon, et à la réprimer à grande échelle quand elle ne consentait plus aux sacrifices sans fin qu'impliquait l'union sacrée derrière le pouvoir et ses privilégiés. Et Poutine, qui prétendait « *dénazifier* » l'Ukraine en y envoyant ses tanks, aura sans doute réussi là où les nationalistes ukrainiens avaient jusqu'alors échoué : avec son « *opération spéciale* », il a creusé un fossé entre travailleurs russes et ukrainiens, il a fait que désormais certains se voient en ennemis, pas en frères et sœurs de classe. Ce qui affaiblit aussi bien la classe ouvrière russe que celle d'Ukraine, en faisant le jeu de leurs pires ennemis.

Cela étant, les exigences des puissances impérialistes et de leurs capitalistes en Ukraine, la rapacité du pouvoir de Zelensky ou de son successeur, la brutalité du régime des bureaucrates et

DR



Centre de mobilisation militaire à Odessa.

oligarques russes, ne laisseront pas le choix aux travailleurs de ces deux pays. Ou bien ils subiront un joug et une exploitation renforcés, ou bien ils se battront pour les rejeter. En fin de compte, l'alternative ne se présente pas seulement aux peuples de Russie et d'Ukraine, c'est celle à laquelle sont confrontés les travailleurs du monde entier. Et, face à elle, il est indispensable que surgissent des organisations communistes, révolutionnaires, capables de proposer à la classe ouvrière une issue conforme à ses intérêts et à ceux de l'humanité : le renversement du système capitaliste.

18 février 2025

DR

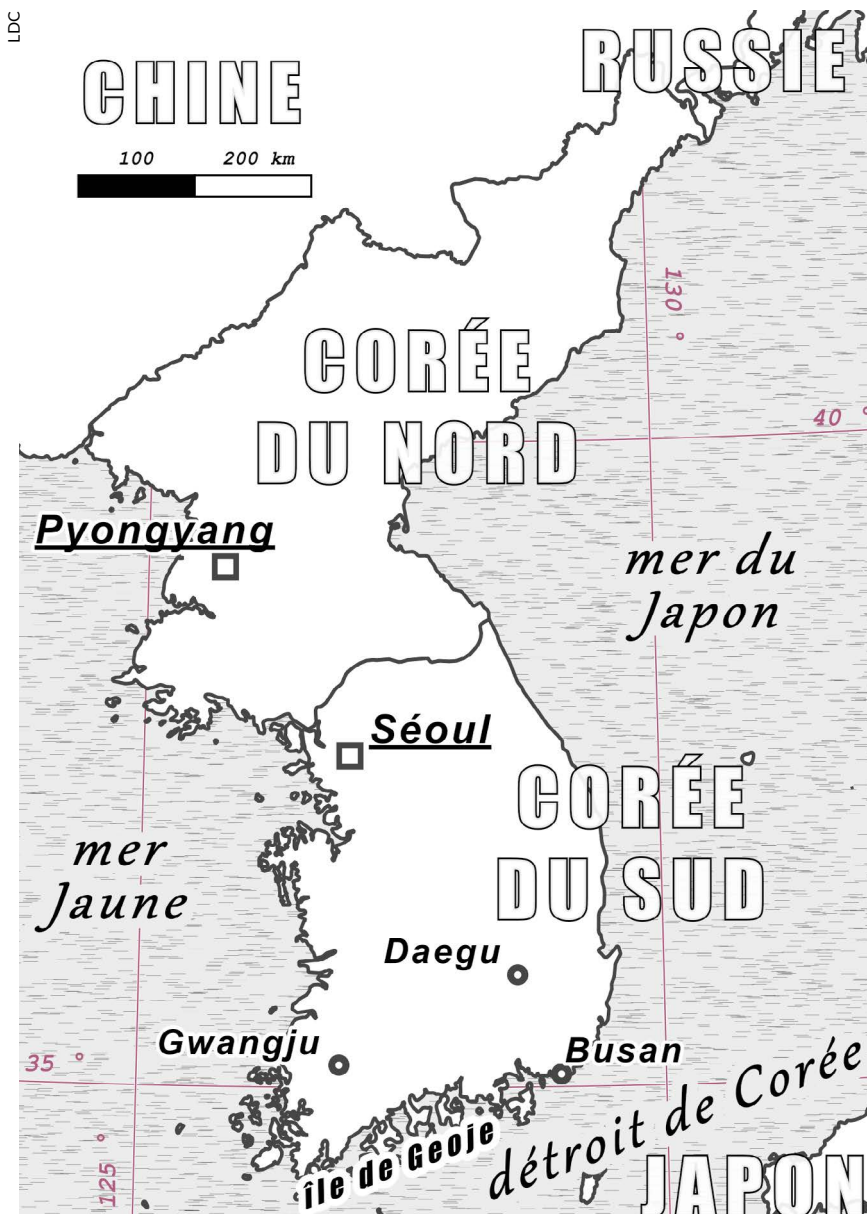


Mineurs ukrainiens en grève à Kryvyi Rih, en 2022.



Corée du Sud: l'offensive de la droite et de l'extrême droite

Le 3 décembre 2024 au soir après 22 heures, en direct à la télévision, le président sud-coréen, Yoon Suk-yeol, a décrété la loi martiale. À peine six heures plus tard, après des mobilisations spontanées en pleine nuit devant le Parlement et un vote contre cette loi par une majorité de députés, il reculait et annonçait lui-même l'annulation de la loi martiale.



La Corée du Sud passe pour un modèle de démocratie en Asie, comme Taïwan. Mais ces régimes ne sont que des caricatures de démocratie. Constitués après la Seconde Guerre mondiale par les États-Unis, ils ont été les postes avancés du camp occidental capitaliste face aux révoltes des populations de Chine, du Vietnam et de Corée pour leur indépendance.

Durant la guerre de Corée (1950-1953), les États-Unis et la Chine de Mao se sont affrontés directement dans une guerre qui a fait plus de deux millions de morts. En Corée du Sud, pendant les 35 ans qui ont suivi, alors que le pays s'industrialisait à marche forcée grâce à l'afflux de capitaux américains et japonais, les dictatures militaires se sont succédées, réprimant la moindre opposition en faveur de la Corée du Nord et de la réunification, et la moindre contestation ouvrière. Car avec l'industrialisation est apparue une classe ouvrière extrêmement concentrée dans des gigantesques centres industriels. Elle a montré une combativité énorme lors de la vague de grèves des années 1987-1989, qui a obligé le pouvoir à céder certaines libertés démocratiques.

Mais la tentative de coup d'État, qui vient d'avoir lieu,



SEUNGHWAN LEE

Rassemblement à Séoul, le samedi 7 décembre 2024, devant l'Assemblée nationale de Corée du Sud, pour réclamer le vote pour la destitution de Yoon.

rappelle qu'une partie de l'armée et de la caste politique au pouvoir est prête au retour de la dictature.

LA TENTATIVE DE YOON D'IMPOSER LA LOI MARTIALE

Il s'avère, d'après la presse et les déclarations des enquêteurs, que la tentative de coup de force de Yoon avait été tramée au sein d'un cercle relativement restreint de militaires et de dirigeants politiques et religieux réactionnaires. Mais il sera sans doute impossible de savoir qui avait été mis au courant des projets de Yoon. En tout cas, Antony Blinken, le dirigeant de la diplomatie américaine de l'ancien président Biden, a déclaré dès le lendemain que le geste de Yoon révélait une « *grave erreur d'appréciation* » de la situation, sous-entendant que les États-Unis, parrain depuis près de quatre-vingts ans de tous les régimes politiques sud-coréens, dictatoriaux ou « démocratiques », n'en avaient pas été informés. Et cette déclaration de Blinken montre à quel point

les États-Unis craignent que tout geste inconsidéré du pouvoir sud-coréen déclenche une réaction spontanée d'une classe ouvrière puissante, dont les réactions ne sont pas prévisibles.

Les partis d'opposition, et en premier lieu le Parti démocrate, qui a gouverné le pays depuis la fin de la dictature, en alternance avec la droite, ont réagi extrêmement rapidement, en envoyant leurs députés à l'Assemblée pour faire voter l'annulation de la loi martiale. Il est évident que, apprenant l'annonce de la loi martiale, les dirigeants du Parti démocrate avaient les moyens de contacter des membres du sommet de l'État pour savoir ce que signifiait le geste de Yoon et s'il était suivi. Et s'ils n'avaient pas eu des garanties que le coup de Yoon était une aventure et n'était soutenu ni par les sommets de l'armée ni par le gouvernement américain, on peut se demander s'ils auraient eu autant d'audace pour faire face aux forces militaires envoyées par Yoon.

Et on peut imaginer qu'ils ont reçu le feu vert, au moins indirectement des États-Unis pour, au plus vite, faire reculer

Yoon afin qu'au petit matin tout semble réglé et que la population, et notamment les travailleurs, se sente rassurée et ne se pose pas la question d'agir. Car, cette nuit-là, on a quand même vu la population réagir. Des centaines de milliers de gens se sont rassemblés spontanément pour dénoncer la loi martiale.

Les jours suivants, les manifestations se sont répétées. Notamment deux énormes rassemblements à Séoul les deux samedis qui ont suivi le 3 décembre. À l'appel du Parti démocrate, des autres partis d'opposition et de la confédération syndicale issue des grandes grèves ouvrières des années 1980 et 1990 (la KCTU), des centaines de milliers de personnes se sont rassemblées pour faire pression sur les députés de droite afin qu'ils votent avec l'opposition la destitution de Yoon. Lors du premier vote, seulement deux des 108 députés du Parti du pouvoir au peuple (PPP) avaient ajouté leur voix à ceux de l'opposition ; lors du second vote, ils étaient douze, permettant ainsi d'obtenir de justesse la majorité des deux tiers nécessaire pour obtenir la

destitution de Yoon.

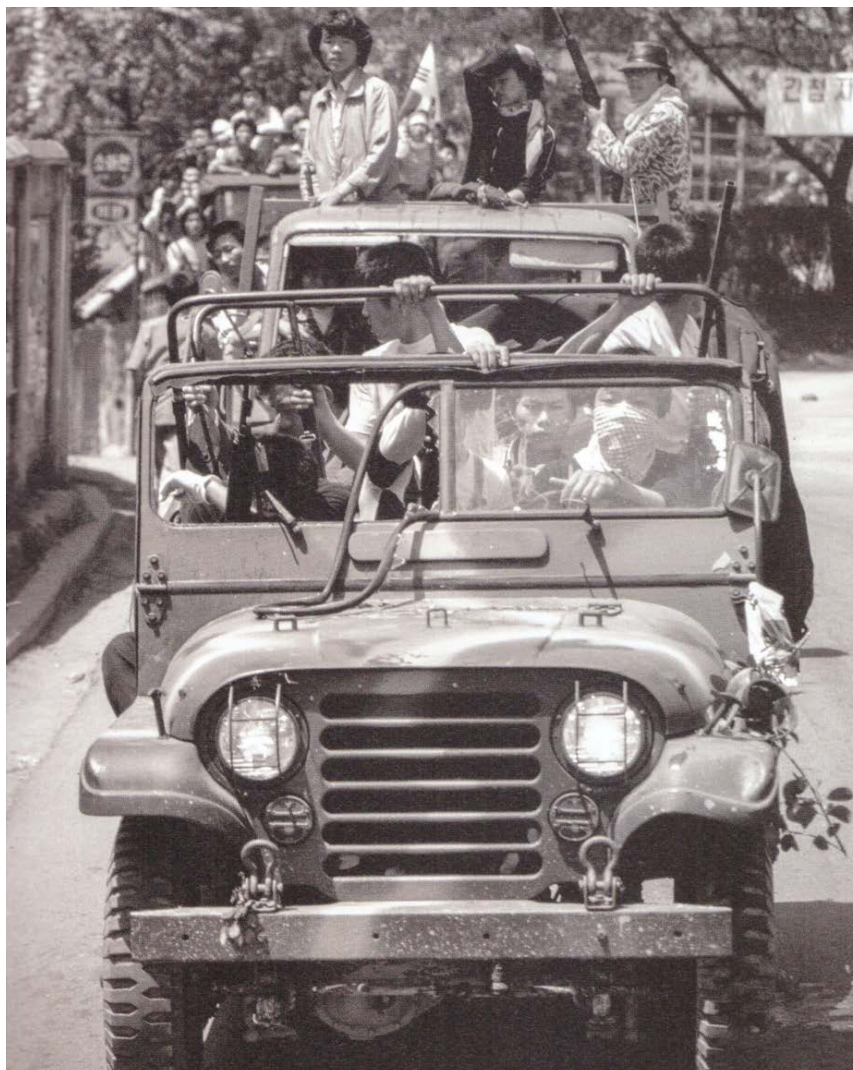
Ce vote eut pour effet de démobiliser les manifestants de gauche. Le Parti démocrate déclara que, désormais, il n'y avait plus qu'à attendre le jugement de la Cour constitutionnelle, puis que de nouvelles élections présidentielles aient lieu. Le seul événement qui a momentanément fait se remobiliser la gauche a été le refus de Yoon de se soumettre au mandat d'arrêt de la justice. Mais une fois ce dernier arrêté, la mobilisation a de nouveau reflué.

LE SOUVENIR DES LUTTES CONTRE LA DICTATURE

Pourtant, la nuit du 3 décembre a bouleversé beaucoup de Coréens. Toute une génération a vécu la dictature militaire. La dernière fois que la loi martiale avait été décrétée, c'était en mai 1980 à un moment où une contestation touchait tout le pays.

Le général Chun Doo-hwan venait de remplacer le précédent dictateur, Park Chung-hee, assassiné lors d'un règlement de comptes au sommet de l'État. L'affaire avait ouvert les vannes d'une large mobilisation appelée le « printemps de Séoul ».

Pour y mettre un terme, Chun Doo-hwan avait décrété la loi martiale en prétextant des menaces venant de la Corée du Nord. Il avait envoyé des parachutistes dans la ville ouvrière de Gwangju où la mobilisation était très forte. La troupe avait tiré sur les manifestants, faisant des dizaines de morts. Mais le 18 mai, la population de la ville s'était insurgée. Dévalisant des commissariats pour s'armer, les manifestants avaient créé leurs propres milices. Des cantines collectives furent mises en place et les hôpitaux soignèrent les blessés. Pendant quatre jours, la ville fut assiégée par l'armée et complètement isolée du reste du pays et du monde. Aucune



NA KYUNG-TAEK

Gwangju, mai 1980. Un convoi d'insurgés armés après le soulèvement du 18 mai et avant la répression qui aura lieu quatre jours plus tard.

information ne filtra. Aidée de renforts, l'armée rentra dans la ville, massacra des centaines de personnes, en emprisonna et en tortura des milliers.

Malgré tout, cette répression n'arrêta pas l'élan de contestation. Dans les années qui suivirent, une partie de la jeunesse étudiante et ouvrière s'organisa, créant des réseaux de militants. En 1985, une grève emblématique eut lieu dans une des plus importantes zones industrielles de Séoul. Puis, en 1987, une contestation commencée dans les universités obligea le pouvoir à annoncer des élections présidentielles libres. C'est alors qu'une énorme vague de grèves toucha presque tous les grands centres industriels du pays. Cette réaction ouvrière dura près de deux ans et sonna le glas

de la dictature.

Ces événements des années 1980 sont dans bien des têtes. Mais très loin de vouloir s'appuyer sur cette conscience, la politique du Parti démocrate face au coup de Yoon a consisté au contraire à endormir les manifestants.

LA MOBILISATION DE LA DROITE ET DE L'EXTRÊME DROITE

Par contre, la droite a sonné la mobilisation générale. Deux jours après la destitution de Yoon, un changement de direction eut lieu à la tête du PPP et ce parti s'est lancé dans une campagne pour soutenir Yoon. Au travers de grands rassemblements, très coûteux et qui

n'ont pas manqué de financements, ils ont mobilisé de plus en plus de gens. À Séoul, ils ont regroupé chaque semaine entre 10 000 et 50 000 personnes, en province, 52 000 personnes à Daegu, une ville réputée de droite, mais aussi 13 000 à Busan, la deuxième ville du pays.

Samedi 15 février, la droite a même osé manifester à Gwangju. Le maire démocrate de la ville s'y était opposé, mais les organisateurs ont maintenu leur appel. Face à cela, les organisations des familles de victimes de la répression de 1980 ont appelé à un grand contre-rassemblement.

Le jour dit, la droite a fait venir de Daegu et de toute la Corée 10 000 personnes. Des TGV entiers avaient été remplis au départ de Séoul. Mais en face, la manifestation anti-Yoon était nettement plus importante, 20 000 personnes. Il n'y a pas eu d'affrontement. Cependant, la droite et l'extrême droite ont réussi, pour la première fois depuis 45 ans, à manifester dans cette ville, symbole de la lutte contre la dictature. Ils ont même mis leur grand podium en face du bâtiment consacré aux archives sur la répression de 1980.

Par ces rassemblements, la droite et l'extrême droite préparent les futures élections présidentielles. Pour l'instant, elles s'opposent à la destitution de Yoon. Mais dès que celle-ci sera, selon toute vraisemblance, effective, quand la Cour constitutionnelle aura rendu son jugement, ces rassemblements se transformeront naturellement en rassemblements de campagne. Ces rassemblements créent aussi une base militante réactionnaire. En embrigadant chaque semaine des gens pour les emmener aux quatre coins de la Corée, ils en font des militants.



Rassemblement pro-Yoon à Daegu, ville de province connue comme étant très à droite, le 8 février 2025.

LES RÉSEAUX RELIGIEUX D'EXTRÊME DROITE

Les réseaux religieux y ont une place très importante. La Corée fut le pays d'Asie où le christianisme réussit le plus à s'implanter. Au moment de la partition du pays, en 1945, des bourgeois et des propriétaires terriens chrétiens du Nord, notamment de la région de Pyongyang¹ furent expropriés de leurs terres suite à la réforme agraire dans le Nord. Après avoir fui au Sud, sous la protection de la dictature mise en place par les États-Unis, ils ont alors cherché à se venger des « rouges ». Et, en mettant la main sur des pans entiers des Églises du Sud, ils ont organisé des ligues d'extrême droite comme l'Association de la jeunesse du Nord-Ouest qui fut responsable de massacres terribles avant et pendant la guerre de Corée.

Aujourd'hui, lors de chaque rassemblement pro-Yoon, des pasteurs font des discours très anticomunistes, dénonçant la Corée du Nord et ses agents en Corée du Sud. Et ils attaquent aussi désormais la Chine, prétendant que des espions chinois noyautent le camp démocrate. Avant tout, ils soutiennent inconditionnellement Yoon, affirmant, comme lui, qu'il n'a pas

vraiment voulu mettre en place une loi martiale mais sauver le pays du chaos.

Ces rassemblements s'inspirent ouvertement de ceux de la campagne de Trump aux États-Unis. Il y a presque autant de drapeaux américains que de drapeaux coréens. À l'image des pro-Trump qui dénonçaient la fraude lors de l'élection présidentielle de 2018, les manifestants pro-Yoon refusent de reconnaître les résultats des élections législatives de juin 2024 lors desquelles le PPP a subi une défaite. Ils ont repris le slogan « *Make America Great Again* », transformé en « *Make Korea Great Again* ».

Pour l'instant, il n'a pas émergé de groupes qui cherchent l'affrontement contre les manifestants anti-Yoon. Cela dit, le 19 janvier, plus d'une centaine de militants d'extrême droite ont forcé les barrages policiers pour attaquer le tribunal de Séoul, après l'émission du mandat d'arrêt contre Yoon. La police en a arrêté 82 et il s'agissait de jeunes hommes de 20 à 30 ans.

LA CRISE ET L'ÉVOLUTION RÉACTIONNAIRE

Désormais, dans les sondages, le PPP est de nouveau en tête. Et

1 Pyongyang, aujourd'hui capitale de Corée du Nord, était alors appelée la Jérusalem de l'Asie à cause de la grande proportion de chrétiens qui s'y trouvait.



Tribune du meeting de Daegu, présenté comme une « prière d'urgence nationale ». Sur le fond de scène, un passage biblique : « Que la justice descende comme l'eau, et que le droit soit comme une source inépuisable ! »

comme l'élection présidentielle en Corée du Sud se joue lors d'un seul tour, cela annonce peut-être que, malgré la tentative d'imposer une loi martiale finalement avortée, et malgré la destitution de Yoon, le PPP pourrait très bien conserver le pouvoir.

En réalité, une évolution réactionnaire générale a commencé bien avant le 3 décembre. Yoon a lancé des attaques contre les syndicats : interdiction brutale d'une grève massive des transporteurs routiers en 2022, emprisonnement de dirigeants syndicaux de la fédération du bâtiment en 2023...

Mais au sein des syndicats eux-mêmes, les idées réactionnaires progressent. Dans les secteurs du bâtiment et de la construction navale où travaillent de plus en plus de travailleurs immigrés, une partie des dirigeants syndicaux s'est mise à avoir un discours anti-travailleurs immigrés. Dans un des plus grands chantiers navals du pays, sur l'île de Geoje, le syndicat des travailleurs, syndicat pourtant issu historiquement de l'explosion ouvrière des années 1987-1989, a affiché une bande-roule proclamant : « *Les Coréens d'abord* ». Les travailleurs visés viennent du Népal, des Philippines et des autres pays d'Extrême-Orient. Heureusement, il y a aussi sur ce site un syndicat qui, même s'il est beaucoup plus petit, refuse ce discours et cherche à syndiquer ces travailleurs immigrés.

Le problème est que beaucoup de responsables syndicaux sont des militants influencés par des idées pro-Corée du Nord, par opposition aux gouvernements de Corée du Sud. Ainsi, le parti le plus important à gauche du Parti démocrate est le Parti progressiste, qui porte toujours ces mêmes idées en revendiquant la réunification de la Corée. Cette revendication légitime se place cependant uniquement sur le terrain du nationalisme et pas du tout sur celui de la lutte de classe. Et ce nationalisme corrompt une partie des militants ouvriers et les entraîne jusqu'à des positions anti-immigrés qui les rapprochent de l'extrême droite.

Cette évolution en général réactionnaire est fondamentalement liée aux conséquences de la crise économique en Corée du Sud. L'inflation, très forte, a appauvri toute une partie de la population ouvrière. De nombreux petits commerces, notamment des petits restaurateurs, très nombreux dans ce pays, ont dû fermer boutique. De plus en plus de retraités vivent dans la misère. Et ils n'ont même plus l'entourage familial qui existait avant pour les prendre en charge. En absence de luttes ouvrières, le PPP et les courants d'extrême droite se développent sur la détresse de ces populations.

La véritable force sociale qui pourrait offrir une autre perspective, c'est la classe ouvrière

qui est très nombreuse et très concentrée dans des centres industriels d'une taille qu'on n'a plus l'habitude de voir en Europe. Mais les appareils syndicaux qui s'en veulent les représentants sont absolument incapables de lui offrir une politique de classe. Dans les faits, ils jouent le rôle de rabatteurs pour le Parti démocrate. Pourtant, à chaque fois qu'il a été au pouvoir, ce parti a écœuré les travailleurs par des mesures anti-ouvrières et en réprimant des grèves emblématiques.

Cela dit, il y a des jeunes que la tentative d'instauration de la loi martiale a bouleversés et qui commencent à se poser la question de se battre contre la menace d'un retour de la dictature et la montée de l'extrême droite. Pour l'instant, ils ne trouvent presque aucune explication de ce qui se déroule. Et dans les rassemblements en faveur de la destitution de Yoon, même si parfois certaines revendications ouvrières se font entendre, les luttes mises en avant sont celles pour les droits des handicapés ou pour les droits des LGBT. Cependant, certains se tournent spontanément vers les travailleurs car la classe ouvrière a encore l'image d'une force qui a été capable de luttes impressionnantes pendant la dictature. Ils ont raison. C'est le seul gage d'avenir.

17 février 2025



Les voies de la Chine sont impénétrables (1)

La Chine, cette vaste contrée à l'histoire millénaire, est toujours apparue aux yeux du monde occidental comme un univers à part, voire mystérieux, surtout depuis que les Européens ont essayé d'y vendre leurs marchandises. Avec la fermeture des ports aux commerçants occidentaux, le cantonnement des Européens dans des quartiers particuliers, et malgré les deux guerres de l'opium que lui a infligées la Grande-Bretagne, puis a fortiori avec l'immense révolution paysanne dirigée par Mao au nom du communisme, la Chine a toujours montré une résistance à toute ingérence étrangère.

Au point qu'en 1971, l'annonce d'un match de ping-pong en Chine entre une équipe chinoise et une équipe américaine et en 1972, la poignée de main entre Nixon, président des États-Unis, et Mao Zedong, sur le sol chinois sont apparues quasiment comme un événement planétaire : enfin, la Chine s'ouvrait au monde occidental ! Et quand, en 1984 (il aura fallu tout de même 12 ans), la Chine participa à ses premiers Jeux olympiques, à Los Angeles, ce fut la confirmation ! Elle semblait bien avoir rejoint le concert des nations, d'autant que le dirigeant de l'époque, Deng Xiaoping, à la tête du PC chinois et avec son accord, encouragea les initiatives individuelles de type capitaliste.

La Chine s'était effectivement ouverte. Mais les Occidentaux n'ont pas pu y faire ce qu'ils voulaient. Les firmes étrangères ont obtenu le droit de s'y installer et l'accès au marché chinois, mais à condition de transférer leurs technologies. Cette ouverture a été le point de départ d'une industrialisation et d'un accroissement de la classe ouvrière gigantesque. Mais la pénétration des entreprises étrangères a été dirigée et encadrée par

l'appareil d'État chinois. Et si la puissante industrie chinoise a réussi à produire tant et plus, à devenir « l'atelier du monde » et à vendre sur le marché mondial, les produits étrangers ne sont pas parvenus à envahir le marché chinois autant qu'ils l'espéraient, la population étant trop pauvre pour y avoir accès.

À sa façon, la Chine reste encore impénétrable. Même aujourd'hui, alors qu'elle semble s'être ouverte au marché dominé par l'impérialisme, son marché intérieur reste difficilement accessible car protégé quasi militairement par le PC, lui-même issu d'une révolution sociale qui avait mis en marche des centaines de millions de paysans et bouleversé de fond en comble la vieille Chine même si le PC, à la tête de l'État, semble par bien des aspects s'être coulé dans les empreintes du vieil empire chinois millénaire.

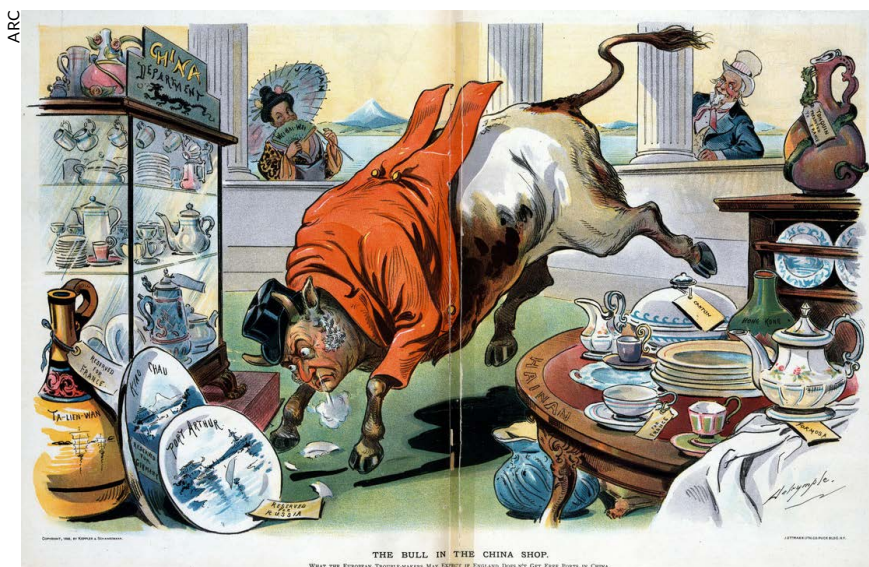
Une nouvelle Chine était née après l'ouverture forcée, provoquée par les Anglais lors des guerres de l'opium. S'ouvrait alors une ère de révolutions : révolution nationaliste de 1911, écrasée, révolution prolétarienne de 1927, écrasée, révo-

lution paysanne et nationaliste victorieuse de Mao, qui avait pris le nom de communiste sans être le moins du monde prolétarienne (question d'époque !). Rentrée de force dans le monde moderne, dans quel camp la Chine allait-elle se ranger ?

Tel est le thème qui sera abordé en trois parties. Ce premier article traitera des guerres de l'opium. Le 20^e siècle, période d'ébranlement et ère de révolutions, sera abordé dans un prochain numéro de *Lutte de classe*, et la place de la Chine dans l'économie mondiale, sous l'angle de sa coupure avec le marché mondial, le sera dans un numéro ultérieur.

**LES GUERRES DE L'OPIUM :
UNE TENTATIVE BRUTALE
DE CONTRAINDRE
LA CHINE À S'OUVRIRE
AU COMMERCE ÉTRANGER**

Cette résistance au commerce britannique, alors que celui-ci était en pleine expansion au 19^e siècle, allait tellement à l'encontre des visées des Anglais en Orient qu'ils se lancèrent dans une opération pour faire



Le taureau anglais dans le magasin chinois. Des porcelaines étiquetées sont réservées à la Russie, à la France, à l'Allemagne. L'oncle Sam (USA) et une geisha, pour le Japon, attendent leur tour à la fenêtre. Caricature de Louis Dalrymple, Puck Magazine, 9 mars 1898.

tomber les barrières au libre-échange érigées par l'empire chinois. Une seule denrée, à ce moment-là, réussissait à pénétrer facilement en Chine, sans les tracasseries administratives des fonctionnaires, l'opium, arrivé en contrebande par des voies souterraines et officieuses. Les Anglais s'en emparèrent comme d'un boutoir. Et pour l'imposer, ils se lancèrent dans les guerres de l'opium, guerres infamantes s'il en fut.

« Bien sûr, le commerce des esclaves avait quelque chose de miséricordieux par rapport au commerce de l'opium : nous ne ruinons pas l'organisme des Africains, car il était de notre intérêt immédiat de les maintenir en vie ; nous ne dépravions pas leur nature, ni ne corrompions leur esprit, ni ne tuions leur âme. Or, le vendeur d'opium tue le corps après avoir perverti, dégradé et ruiné l'âme des malheureux pêcheurs. À chaque heure qui passe, on sacrifie de nouvelles victimes à cet insatiable Moloch », déclare Montgomery Martin, représentant anglais en Chine, cité par Marx, non sans une certaine ironie¹. Il faut croire que lorsque les

commerçants s'y mettent, ils n'y vont pas de main morte... !

UNE AFFAIRE ANGLAISE

Au 17^e siècle, la Grande-Bretagne, engagée sur la voie du développement capitaliste et qui avait enfin tourné son industrie vers la mer, avait commencé à voir affluer les richesses sur son territoire, grâce notamment aux expéditions des flibustiers qui attaquaient et pillaient les navires des nations dominantes de l'époque. Le nom de certains bateaux anglais, comme le *Why not I?* (*Pourquoi pas moi ?*), est sans équivoque sur le caractère anglais qui se forgeait alors, un caractère de contrebandiers, et d'opportunistes ayant tous les droits si cela rapporte.

Ainsi, au 18^e siècle, la Grande-Bretagne avait la prétention de prendre sa place parmi les grandes puissances et obtint même de participer au commerce des esclaves à l'égal du Portugal, de l'Espagne et des Pays-Bas qui en avaient le monopole auparavant. Des hommes souvent partis de rien y firent fortune. Les négriers de Liver-

pool furent alors connus pour leurs propos cyniques sur la traite des Noirs : d'après eux, un commerce des plus prospères, le plus à même de développer l'esprit d'entreprise et de garantir la réussite des jeunes hommes.

Au siècle suivant, le pays était tiré en avant par sa production quasi industrielle de bateaux et de canons, l'État s'appuyait sur une force sociale nouvelle : la bourgeoisie industrielle ; le commerce anglais se développait, la bourgeoisie s'enrichissait, et au fur et à mesure, sa brutalité et son sentiment de supériorité d'appartenir à une nation dominant les autres s'accroissait.

Pour répondre au besoin de la bourgeoisie de balayer les contraintes du vieux monde, c'est-à-dire toute loi restreignant sa course en avant, le Parlement se lança dans une campagne pour lui obtenir le libre-échange. C'était l'ère de la brutalité et du cynisme, mais aussi celle de la folie des grandeurs. La reine Victoria ne finit-elle pas par se faire couronner impératrice des Indes ? Alors que plus rien ne semblait résister au capital anglais, un territoire restait fermé à son commerce : la Chine. Cet empire millénaire trônait en Asie, impénétrable, comme un défi.

Au cours du 19^e siècle, la bourgeoisie anglaise considéra comme une mission sacrée d'ouvrir la Chine. Mais ses tentatives pour imposer des relations commerciales à son avantage restaient vaines, et piquée qu'elle était dans ce qu'elle estimait être son droit au libre-échange sur le monde, celui d'aller, venir, commercer et voler librement, il n'y avait pas de crime qu'elle n'oserait commettre pour arriver à ses fins.

¹ Karl Marx, *New York Daily Tribune*, 20 septembre 1858. Martin était le trésorier du consulat britannique en Chine et membre du Conseil législatif à Hong-Kong.

UNE CHINE IMPÉNÉTRABLE

Les Britanniques savaient qu'il était difficile de commercer avec la Chine. De fait, ils se heurtaient à une première difficulté et de taille : les côtes et tous les ports chinois leur étaient interdits sauf Canton. Pour acheter les objets de luxe, soie et porcelaine et surtout le thé dont la consommation en Angleterre montait en flèche, il n'y avait que cette porte d'entrée et encore, uniquement quelques mois par an, « à la saison du thé ». De plus, un navire ne pouvait-il y accoster directement ; il devait mouiller à bonne distance et attendre que l'administration chinoise arrive pour peser, compter, enregistrer la cargaison et tout noter.

Les fonctionnaires étaient nombreux : le mandarin local et sa suite ; le représentant du Cohong, la guilde des marchands de Canton qui avait le monopole du commerce avec les étrangers ; les « interprètes » qui, malgré leur titre, ne parlaient pas anglais mais tenaient les registres de douane, trouvaient des chaloupes pour transporter les marchandises à Canton, embauchaient bateliers, porteurs, domestiques... Chacun des fonctionnaires rendait compte à son supérieur de tout ce qui touchait aux étrangers. Au-dessus du mandarin, il y avait le gouverneur de Canton qui supervisait les rapports et enfin transmettait le sien à l'administration impériale de Pékin.

Les Anglais avaient essayé à plusieurs reprises de contourner la surveillance de ces mandarins en abordant dans d'autres ports le long de la côte, mais seulement pour être délogés ou soumis à des taxes encore plus élevées.

Ils se heurtaient donc, en Chine, à un vrai appareil d'État centralisé. Les mandarins pouvaient être corrompus, stu-

pides, arrogants, voleurs, ils étaient là, chacun adossé à cet immense édifice tentaculaire, centralisé, installé depuis des siècles. Il y avait beau y avoir une multitude de peuples, d'ethnies, de langues, au-dessus il y avait cet appareil armé d'une vraie culture de l'administration, de la codification, de la réglementation.

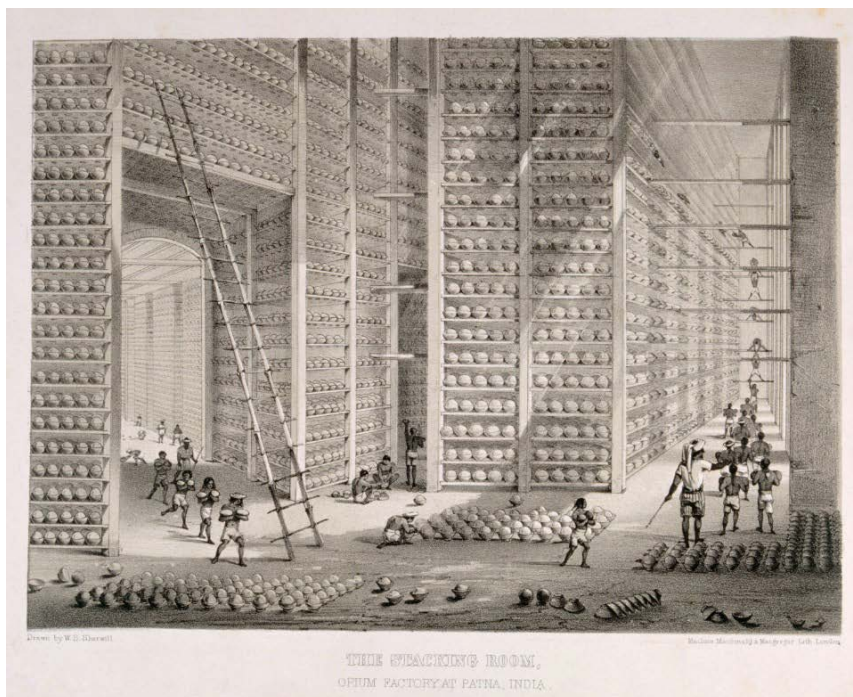
Quant à la société que les mandarins administraient, elle pouvait fonctionner en étant repliée sur elle-même, sans que les marchands anglais puissent s'y intégrer. Ainsi, dans les villages, les corvées nécessaires au maintien de l'Empire, telles que les travaux d'irrigation ou la constitution de stocks de semences, pouvaient être réalisées en mobilisant les nombreux paysans. Les tissus et les outils produits dans les villages, bien que primitifs, suffisaient à leur quotidien.

Le clan était une entité sociale de plusieurs centaines d'individus définie au sommet par un ancêtre et nourrie et entretenue à la base par des paysans pauvres. Cette masse, très nombreuse, de paysans,

cultivant chacun un minuscule terrain, parfois sans terre et contraints de se louer, bénéficiait en contrepartie de la solidarité inconditionnelle du clan.

Dans cette société homogène parce que figée, les Anglais, avec leur commerce et leurs outils modernes, n'avaient aucun moyen d'introduire un coin d'autant que, à cause de son extrême pauvreté, la population vivait repliée sur elle-même à tenter de survivre dans des conditions pires que le servage. Cette situation agissait comme un ciment étanche freinant toute pénétration en profondeur. C'était une société immobile, imperméable, traversée de temps en temps par des explosions violentes comme lorsque les digues d'un fleuve impétueux se rompent.

Le confucianisme formait la morale corsetant cet ensemble, où chacun devait participer à l'harmonie sociale. Il était, d'une part, au service des clans en inculquant le culte des ancêtres, et, d'autre part, au service de l'autorité de l'empereur, qui se posait en père protégeant tous ses sujets.



Entrepôt d'opium de la Compagnie des Indes, à Patna en Inde, vers 1850. 300 000 boules d'opium y auraient été entreposées. 450 garçons y auraient été employés. Lithographie d'après W. S. Sherwill.

Face à ces obstacles, un chemin, fruit du hasard et de la frénésie des marchands anglais, allait voir le jour, grâce à l'opium ! Cette marchandise n'avait que des avantages car ses voies de pénétration sont forcément souterraines et officieuses et son pouvoir addictif suffit à sa diffusion. Dès la fin du 18^e siècle, la Compagnie anglaise des Indes se lança dans la création à perte de vue de plantations de pavot au Bengale, afin de le répandre en Chine.

Ce sont les mandarins eux-mêmes qui tombèrent sous sa dépendance. Dans son livre *L'accumulation du capital* (1913), Rosa Luxemburg cite un rapport d'enquête de 1828 qui décrit à l'empereur de quelle façon ils le diffusent : « *Il semble que l'opium soit surtout importé par des fonctionnaires indignes qui, en accord avec des négociants cupides, le font parvenir à l'intérieur du pays ; là, ce vice est d'abord pratiqué par des jeunes gens de bonne famille, par de riches particuliers et des marchands et il se répand finalement dans le peuple. J'ai appris qu'il existe des fumeurs d'opium dans toutes les provinces, non seulement parmi les fonctionnaires civils mais aussi dans l'armée. Tandis que les fonctionnaires des différents districts renforcent par des édits l'interdiction légale de la vente de l'opium, leurs parents, leurs amis, leurs subordonnés, leurs serviteurs continuent à fumer comme auparavant et les négociants profitent de l'interdiction pour faire monter les prix. La police elle-même, gagnée à ces habitudes, achète la drogue au lieu d'aider à la faire disparaître, et c'est aussi la raison pour laquelle les interdictions et les mesures légales restent peu appliquées.* »²

Le trafic de l'opium avait pris des proportions gigantesques, passant de 200 caisses au milieu

du 18^e siècle à plus de 12 000 en 1825, et plus du triple de cette quantité en 1840.

Mais la Compagnie des Indes, cette vieille ancêtre commerciale qui, depuis plus de deux siècles, avait tenu sur les fonts baptismaux et accompagné toutes les victoires et déboires de l'expansion anglaise, n'était plus en mesure de faire face au développement illimité de la production anglaise et encore moins d'assurer des tâches régaliennes, celles d'un appareil d'État que l'expansion britannique lui imposait !

Cette association de marchands s'était donc trouvée dans des positions d'administration de territoires de plus en plus étendus en Inde, dépassant de loin la simple construction de comptoirs commerciaux. Un député au Parlement le constatait en 1830 : « *L'idée de confier à une association par actions [...] l'administration politique d'un Empire peuplé de 100 millions d'âmes [...] était absurde.* »

La transformation qui s'opérait pour la Compagnie signifiait son déclin progressif et la reprise en mains de son administration par l'État britannique.

PREMIÈRE GUERRE DE L'OPIUM : LA POLITIQUE DE LA CANONNIÈRE

Si les Britanniques n'étaient pas de taille à envahir la Chine, lors des premiers combats, ils s'étaient rendu compte qu'avec seulement quelques navires, ils pouvaient tenir en respect la marine chinoise, grâce aux atouts que leur procurait leur avance industrielle et technique. Les canons anglais tiraient plus loin et avec plus de précision que ceux des Chinois, ce qui leur permettait de bombarder sans s'exposer eux-mêmes.

En 1839, après qu'un envoyé de l'empereur à Canton eut mis sous séquestre les stocks d'opium pour obliger les Anglais à cesser leur trafic, et qu'excédé par plusieurs semaines de refus, il eut fait brûler et jeter à la mer les 20 000 caisses d'opium, en représailles, la flotte de l'Angleterre attaqua plusieurs ports de la côte. La première guerre de l'opium était commencée. Les canonnières, navires à vapeur cuirassés d'acier, équipés de canons mobiles et de fusées explosives, étaient le maître atout de leur politique. Elles coulèrent des dizaines de navires et ruinèrent



Destruction des jonques chinoises par la canonnière anglaise, la *Nemesis* (au fond à droite), premier navire de guerre à coque de fer, sur la rivière des Perles, en 1841. Tableau d'E. Duncan, 1843.

² Rosa Luxemburg, *L'accumulation du capital*, 1913 (ch. 28 : L'introduction de l'économie marchande).

les fortifications chinoises.

Deux ans plus tard, en 1841, acculé, l'Empire était prêt à faire des concessions. Mais les Anglais voulaient montrer qu'ils étaient les maîtres. En 1842, ils remontèrent le fleuve Yangtsé jusqu'à Nankin, où ils paralysèrent le grand canal impérial. L'empereur n'eut d'autre choix que d'accepter leurs conditions.

Le traité de Nankin garantit aux Anglais l'ouverture au commerce des cinq ports que les Anglais avaient attaqués. Hong-Kong qu'ils avaient occupé passa sous juridiction anglaise. L'Empire dut payer une indemnité de 21 millions de dollars pour l'opium détruit en 1839, dette exorbitante qui fut prélevée sur la population, et le pouvoir fut forcé de renoncer à poursuivre les trafiquants.

L'ENTRÉE EN DÉCOMPOSITION DE LA CHINE

Les industriels britanniques, surexcités par l'ouverture du marché chinois, supposé énorme, produisirent et expédièrent à l'aveugle variété et quantité de marchandises (cotonnades mais aussi pianos, couteaux et fourchettes !) dont la vente couvrit à peine les frais de transport. Pour cause, les Chinois n'en avaient pas plus besoin qu'avant, la paysannerie chinoise vivant en quasi-autarcie. C'est l'opium, seul « commerce » que la guerre libéra, qui absorbait la plus forte quantité d'argent chinois. Ce trafic ne semblait connaître aucune limite, jusqu'à épuiser les finances impériales.

L'opium finançait le gouvernement de l'Inde et il était le seul moyen de payer les importations massives de thé chinois. Ce thé, revendu avec profit en Angleterre, constituait une rentrée fiscale majeure pour le trésor britannique, équivalente au budget de la Royal Navy.

Ce système était profitable mais fragile : en effet, d'une part l'opium, malgré l'addiction des consommateurs, restait une denrée soumise au bon vouloir du pouvoir central ; d'autre part, la production de thé connaissait des aléas. Car le pouvoir, pris à la gorge par les sorties massives d'argent, à cause de l'opium, avait été contraint de développer en grand les plantations de thé, seule marchandise exportable. C'était au détriment de l'agriculture traditionnelle, ce qui ruinait les paysans et entraînait des révoltes.

LES RIVALITÉS IMPÉRIALISTES PRÉCIPITENT LA SECONDE GUERRE DE L'OPIUM

L'Empire britannique était devant un problème de fond : alors que son industrie était en pleine expansion, les débouchés pour ses produits ne suivaient pas, ce qui conduisit à la crise générale de 1847. Cette crise déstabilisa le commerce en Chine et menaça de réduire les débouchés que la Grande-Bretagne avait déjà. Ayant perdu



« Pas si vite, nous sommes là ! » disent la France et la Russie à la Grande-Bretagne et au Japon pour s'inviter au partage de la Chine. Caricature française, *Le Petit Journal*, 1902.

ARC



Commerce Vs. Conquest Uncle Sam (to England) Don't scare him the way those other fellows are doing. Tell him all we want is to have him open his harbors and markets to everybody!

L'Oncle Sam (USA) à l'Angleterre : « Ne l'effraie pas comme le font les autres. Dis-lui que tout ce que nous voulons, c'est qu'il ouvre ses ports et ses marchés à tout le monde. »
 Caricature de Louis Dalrymple, Puck Magazine, 2 février 1898.

BNE



Mise à sac du Palais d'été à Pékin par les armées britanniques et françaises en 1860. Lithographie de Léo Scherrer, 19^e siècle.

ses colonies américaines, elle était obsédée par l'idée de pénétrer plus avant en Chine, dans l'intérieur des terres, car c'était sa dernière perspective de taille.

Mais elle n'était plus seule en Chine. Arrivée la première, l'Angleterre avait ouvert les ports de Chine à coups de canons. La France et les États-Unis avaient suivi et établi eux aussi des concessions. Ils étaient des rivaux sérieux dans l'océan Pacifique, nouveau centre de gra-

tivité des échanges mondiaux. La Russie, de son côté, possédait ses propres entrées en Chine, par voie terrestre.

L'Angleterre faisait jusque-là la course en tête, parce que c'est elle qui avait porté le fer en premier. Elle avait sur place plus de navires et plus de troupes que les autres puissances, et avait intérêt à mener une guerre qui, en alliance avec les autres, lui rapporterait davantage à elle.

En 1856, la police chinoise captura un navire de contrebandiers chinois, l'Arrow. Les potentats britanniques de Canton prétendirent que ce navire battait pavillon britannique, firent semblant d'avoir été attaqués et attaquèrent la ville. À Londres, le Premier ministre, Palmerston, décida une intervention armée, bientôt suivi par la France et la Russie, tandis que les États-Unis optèrent prudemment et hypocritement pour la neutralité, tout en portant assistance aux flottes occidentales.

L'Empire fut donc à nouveau canoné et céda en 1858. Le traité de Tientsin accordait le droit pas pour la Russie, l'Angleterre, les États-Unis et la France d'établir des ambassades à Pékin, l'ouverture de nouveaux ports, la circulation sans entrave à l'intérieur de la Chine et la légalisation de l'opium.

La véritable bénéficiaire de la guerre avait été la Russie qui, sans combattre, s'était vu céder un important territoire au nord de la Chine.

Les Anglais, mécontents, se relancèrent dans la guerre, suivis de près par les Français avides de jouer leur partie. Une flotte de canonnières (cela devenait une habitude) remonta en 1860 le fleuve Pei-Ho jusqu'à Pékin. La ville fut mise à sac et le palais impérial incendié. Cette barbarie obligea l'Empire chinois à une convention séparée, octroyant aux Anglais des avantages supplémentaires.

L'empereur avait fui au moment du sac de Pékin. À défaut de permettre aux Britanniques de vendre leurs marchandises en Chine, les deux guerres de l'opium avaient ouvert une plaie béante dans la société chinoise.

LA DISSOLUTION DE LA VIEILLE CHINE

Après l'irruption violente des Occidentaux, la Chine se retrouvait le ventre ouvert.



Le danger du réveil du dragon. Caricature de Udo J. Keppler, *Puck Magazine*, 15 août 1900.

Le pouvoir central fut désarmé. La cour impériale était confinée dans la Cité interdite, une ville à part entière, peuplée de dizaines d'épouses et de concubines de l'empereur, de membres de la famille impériale, de milliers d'eunuques et de mandarins strictement organisés en grades et répartis dans une multitude de services, effectués par une multitude de serviteurs. Cette cour vivait en vase clos, dans ses palais, ses cours, ses pavillons, ses jardins, volontairement isolée du peuple afin de renforcer l'idée de sa puissance sacrée, perpétuellement agitée de complots de clans les uns contre les autres.

Le pouvoir était incapable même de comprendre ce qui se passait, se cramponnant à tout ce qui était le plus réactionnaire ; mû seulement par son hostilité au modernisme apporté par les étrangers, il était atteint de paralysie chronique.

La paysannerie était entrée

en ébullition dès la première guerre de l'opium. Pas une région où il n'y eut une révolte contre les mandarins déconsidérés et un pouvoir impérial ayant perdu tout crédit. La plus importante fut celle des Taiping. Ce fut un soulèvement sauvage de paysans pour la terre et contre le pouvoir, violent et irrésistible au point que durant treize ans, les troupes impériales ne purent plus mettre un pied en Chine du Sud. Ils partagèrent les terres et brûlèrent les centres administratifs. Ses dirigeants, issus de la petite bourgeoisie des campagnes, découvrirent à leur façon le modernisme dans les villes du sud ouvertes aux Occidentaux, et dès le début, ils voulurent renverser la dynastie et affirmer leur rupture avec le confucianisme et le culte des ancêtres. Sans perspectives, ils tombèrent rapidement dans la caricature du pouvoir impérial, se constituant une cour qui sinageait la cour impériale, et ils

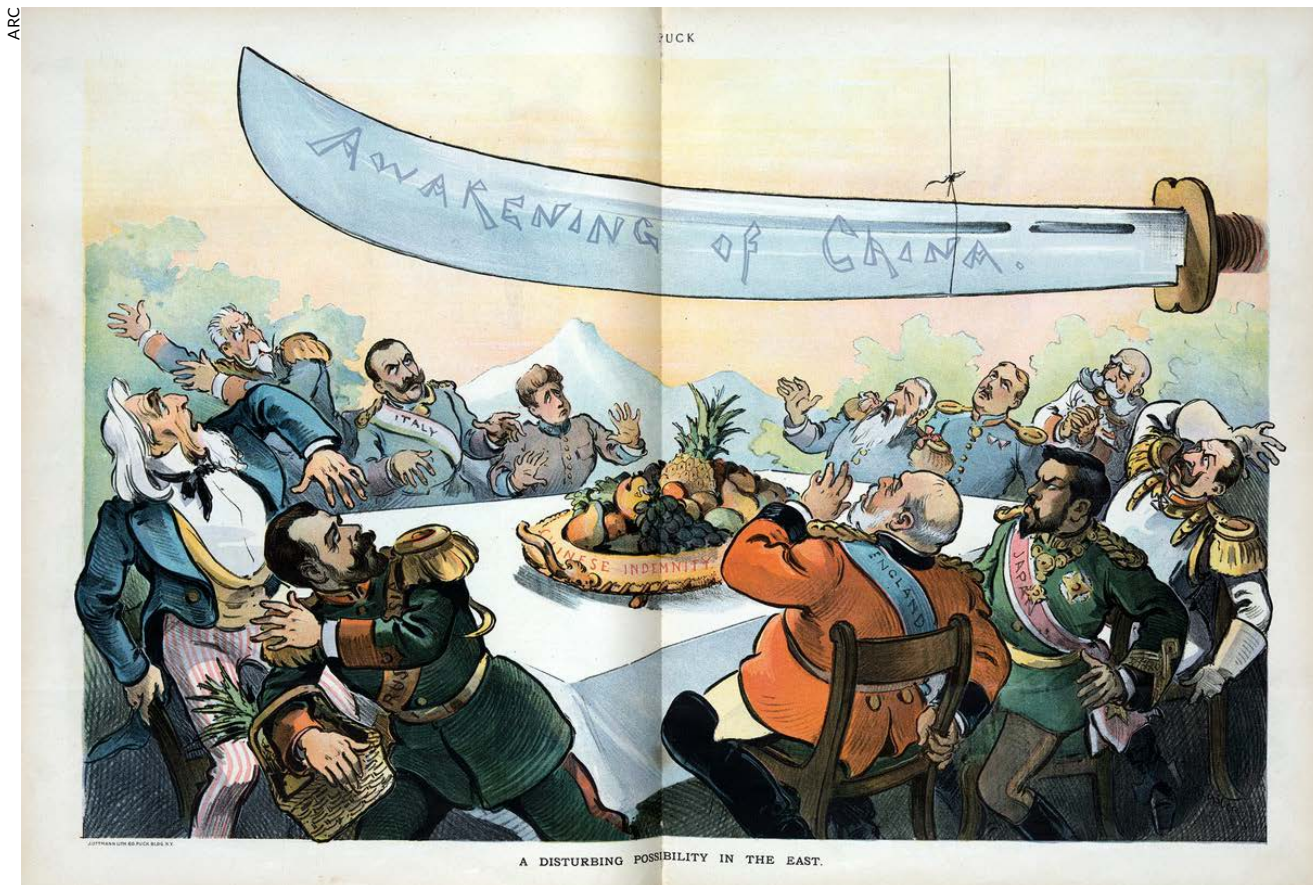
perdirent l'appui de la paysannerie qu'ils pillaient et taxaient, sombrant dans les luttes entre chefs avant que les armées occidentales ne leur donnent le coup de grâce, sauvant ainsi l'Empire.

CONCLUSION

« L'isolement total était la condition nécessaire de la préservation de la vieille Chine. Aujourd'hui que cet isolement a brutalement cessé par l'action de l'Angleterre, la dissolution de la vieille Chine est tout aussi certaine que celle d'une momie soigneusement conservée dans un sarcophage hermétique clos que l'on expose au grand air. Maintenant que l'Angleterre a déchaîné la révolution en Chine, nous devons nous demander quelle réaction cette révolution va entraîner dans ce pays »³.

Voilà ce que Marx écrivait en 1853, et c'était d'autant plus vrai

3 Karl Marx, « La révolution en Chine et en Europe », *New York Daily Tribune*, 14 juin 1853.



«Éveil de la Chine» est écrit sur le sabre qui menace les grandes puissances attablées. Caricature de Udo J. Keppler, Puck Magazine, 1901.

en 1860, à la fin de la deuxième guerre de l'opium. Après deux défaites cuisantes, ajoutées au sac et à l'incendie de la cité impériale, le symbole par excellence du pouvoir venait d'être mis à bas.

La survie de la cour impériale était menacée. D'autant que l'immobilisme imbécile de cette dernière ne faisait qu'accélérer le tremblement de terre qui déjà ébranlait le pays et dont les ondes commençaient à atteindre les couches les plus reculées de la paysannerie.

Les multiples soulèvements des paysans qui se rangèrent un temps derrière les Taiping firent apparaître de larges failles au sein de la population. L'historien John Fairbank décrit « des rangées de paysans, le corps plié en deux et les chevilles enfoncées dans l'eau boueuse, [qui]

se déplaç[ent] à reculons, étape après étape, le long des terrasses de culture. [...] probablement la plus grande dépense d'énergie musculaire à l'œuvre sur terre. [...] Une fois établie, cette économie ne pouvait que gagner son propre mouvement d'inertie et s'y tenir. »⁴

Mais l'équilibre était rompu, laissant une paysannerie exténuée et avide de terre face à des propriétaires fonciers et des fonctionnaires d'État toujours plus exigeants de produits de la terre et d'impôts.

Le pouvoir central étant défaillant, le respect des ancêtres devenait alors inopérant ! Les campagnes explosaient littéralement, treize ans de guérilla, près de trente millions de morts, le mouvement des Taiping sera un échec mais il aura ouvert l'ère des bouleversements en

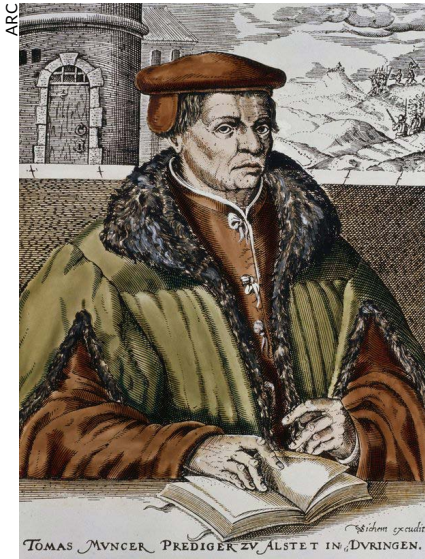
Chine. Donnant partiellement une réponse aux interrogations de Marx. Pour Marx, après les guerres de l'opium, la vieille momie de la Chine ne rentrait plus dans le sarcophage, le passé était révolu !

Même cet immense pays, peuplé de centaines de millions de paysans, attachés aveuglément à leur terre, reproduisant leur mode de vie immuablement depuis des millénaires, n'y pouvait rien. Désormais, le capitalisme était aux commandes avec son commerce agressif, ses guerres de rapine, son surarmement moderne et démesuré.

Une ère de bouleversements, de guerres et de révolutions s'ouvrait. La Chine, malgré une résistance acharnée, se trouvait forcée de rentrer dans le monde contemporain.

15 janvier 2025

⁴ John K. Fairbank, *Histoire de la Chine. Des origines à nos jours*, Tallandier, 2013.



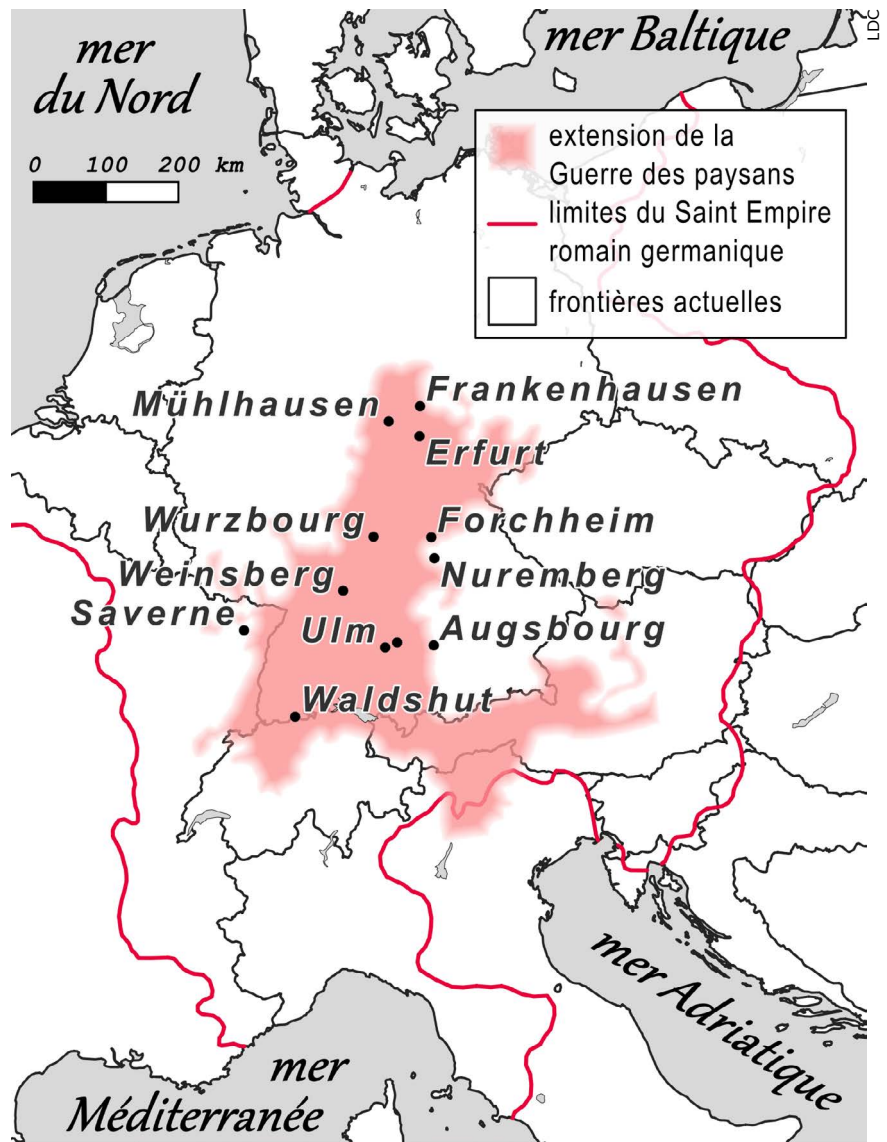
Thomas Müntzer
(gravure, vers 1600).

Friedrich Engels et La Guerre des paysans en Allemagne

Il y a 500 ans, entre 1524 et 1526, une profonde révolte paysanne ébranla une grande partie des territoires appartenant aujourd'hui à l'Allemagne et à l'Autriche, et s'est étendue à des régions devenues polonaises (Haute-Silésie) ou françaises (Alsace) et à certains cantons suisses. Elle menaça l'ordre féodal et fut écrasée sans pitié. La répression, qui fit des dizaines de milliers de morts, fut à la hauteur de la peur qui avait saisi les tenants du pouvoir.

C'est à cet événement que Friedrich Engels consacra à l'été 1850 plusieurs articles, qui parurent dans la *Neue Rheinische Zeitung, Politisch-ökonomische Revue* (Nouvelle Gazette Rhénane, revue politico-économique) dirigée par Karl Marx. Ils furent réunis ensuite en un ouvrage connu sous le nom de *La Guerre des paysans en Allemagne*. Écrit en exil à Londres, au lendemain de l'échec de la révolution de 1848-1849, le texte d'Engels ne se voulait pas une œuvre d'historien, ni ne prétendait fournir une documentation nouvelle : il emprunta les éléments nécessaires à son travail à un livre écrit quelques années auparavant par Wilhelm Zimmermann, un jeune hégélien¹, qui avait participé aux événements de 1848.

Comme Marx, qui avait fait au même moment l'analyse de la révolution de 1848 dans une série d'articles connus sous le nom *Les Luttes de classes en France*, le but d'Engels était d'appliquer la méthode matérialiste à un fait historique : expliquer l'origine de la révolte des paysans, souligner les rapports entre les classes en action, ainsi que le résultat de



¹ Disciple du philosophe allemand Georg Hegel reprenant sa méthode de raisonnement (la dialectique) mais voulant développer son potentiel révolutionnaire.

la lutte. Il s'agissait, en pointant, au-delà des époques différentes, la similitude du cours général des événements, d'aider tous ceux qui avaient participé aux épisodes révolutionnaires de 1848 à comprendre ce qui venait de se passer, et de les armer pour les combats futurs.

Engels livre donc le récit de la révolte des paysans, faisant ressortir l'énergie révolutionnaire considérable qu'ils déployèrent. Écrasée par les impôts, les corvées, les guerres, les pillages, l'arbitraire permanent des nobles et des prêtres, la paysannerie s'est en effet insurgée à de nombreuses reprises à partir de 1450, brûlant périodiquement châteaux et monastères. Citons la révolte du Bundschuh², celle du Pauvre Conrad, etc. Malgré des répressions barbares (décapitations, écartèlements, etc.), la flamme de la révolte se ralluma sans cesse, transmise de génération en génération. En 1524, les paysans de différentes régions de l'Allemagne se soulevèrent de nouveau dans un vaste mouvement qui dura deux ans. Ils s'étaient de plus emparés des idées de la Réforme, développées par Martin Luther, qui parlait d'égalité sur terre et pas seulement au ciel. Mais bientôt, effrayé par la profondeur de la révolte de la paysannerie, qui prenait ses paroles à la lettre, Luther rejoignit le camp des nobles, tandis que le prêcheur anabaptiste Thomas Müntzer assumait la direction de l'insurrection, et le paya de sa vie. Pour Engels, le ralliement de la bourgeoisie à la noblesse allemande, en 1848, face à l'émergence politique du prolétariat, offrait un parallèle saisissant avec la guerre des paysans qui s'était déroulée trois siècles plus tôt.

À partir de 1870 le livre d'Engels fut réédité à plusieurs reprises par le Parti social-démocrate allemand naissant et contribua à la formation de



Une armée levée par la noblesse affronte ceux qu'elle nomme «les rustauds», gravure de 1526.

nombreux militants. En français, seule est disponible aujourd'hui la réédition réalisée en avril 2021 par les Éditions sociales. Elle comporte une introduction discutant le texte d'Engels avant tout d'un point de vue universitaire, en phase avec l'historiographie aseptisée aujourd'hui à la mode, à la différence de celle du communiste russe David Riazanov pour l'édition française de 1929, aux Éditions sociales internationales³. Depuis 150 ans, la connaissance historique des événements s'est certes affinée. Engels lui-même, dans les dix dernières années de sa vie, avait précisé à plusieurs reprises que son texte méritait d'être remanié et complété, no-

tamment en ce qui concerne le rôle des idéologies religieuses et politiques. Il envisageait même de l'intégrer dans une vaste histoire de l'Allemagne. Accaparé par des tâches plus urgentes, il n'a pas eu le temps de le faire. Il nous reste donc ses analyses et raisonnements. Encore une fois, son ouvrage n'avait pas un but historique mais militant. La seule lecture que peuvent en faire ceux qui se posent toujours le problème de changer le monde demeure celle-là.

18 février 2025

Friedrich Engels, *La Guerre des paysans en Allemagne*.

Traduction d'Émile Bottigelli. Paris, Les Éditions sociales, 2021.

Prix : 15 euros.

2 Littéralement : le soulier à lacets, porté par les paysans.

3 L'édition préfacée par David Riazanov est en libre accès : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k30755958>

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

LUTTE OUVRIÈRE



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.
Prix : 1,50 €.

Les exposés du

Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT.

Le système de santé, malade de la financiarisation
n° 178, 23 novembre 2024 - 3 €

L'Union européenne s'enfonce dans la crise: pour une Europe des travailleurs
n° 177, 2 mars 2024 - 3 €

Chaos économique et marche à la guerre: un système capitaliste à renverser
n° 175, 27 janvier 2024 - 3 €

Moyen-Orient: Israéliens et Palestiniens dans le piège sanglant créé par l'impérialisme
n° 174, 25 novembre 2023 - 3 €

Afrique: face aux rivalités impérialistes, pour une politique de la classe ouvrière
n° 173, 17 juin 2023 - 2 €

Et aussi

Le fascisme, des origines à l'instauration du régime
Le bras armé de la bourgeoisie contre la classe ouvrière
N° 176, Brochure de L'Internazionale (UCI - Italie) - août 2023 - 3 €

Vient de paraître

Les ravages du capitalisme dans le monde du travail
Accidents, décès, maladies professionnelles
Édité par Lutte ouvrière - 3 €

Toutes les brochures sont à commander sur la page : www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)
Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique
Édité par Lutte ouvrière
Prix 15 €



Les éditions Les bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com

À paraître

Les origines de l'internationalisme ouvrier
De la Ligue des communistes à la Première Internationale
Christian Gasquet

Collection Éclairage - 8,20 €

Et notre drapeau est rouge
Souvenirs de six décennies dans le mouvement ouvrier allemand

Oskar Hippe

Collection Témoignages - 21 €

En souscription jusqu'au 29/3/25 - 14 €

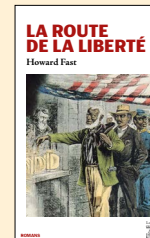
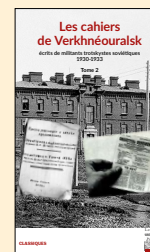
Déjà parus

Les Cahiers de Verkhneouralsk - Tome 2
Écrits de militants trotskystes soviétiques 1932-1933

Collection Classiques
446 pages - 25 €

La route de la liberté
Howard Fast

Collection Romans
372 pages - 25 €



Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN – ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière – Arbeitersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 – SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA
<http://www.the-spark.net>



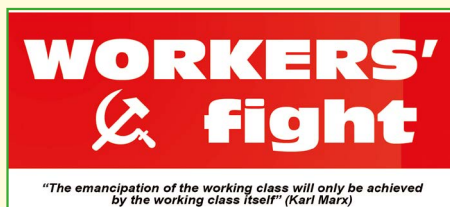
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM,
six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers'Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
Abonnement 1 an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille –
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.com>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –
ITALIE
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> – contact
e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
<http://www.sinifmucadelesi.net>